



SESSION ORDINAIRE 2017-2018

23 MAI 2018

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative aux violations des droits de
l'Homme dans la Bande de Gaza, en
Cisjordanie et en Israël**

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative à la violation des droits de l'homme
et du droit international à Gaza
et en Cisjordanie**

(Doc. n° A-681/1 – 2017/2018)

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative aux violences à la frontière
entre Gaza et Israël**

(Doc. n° A-682/1 – 2017/2018)

RAPPORT

fait au nom de la commission des Finances et
des Affaires générales

par M. Ridouane CHAHID (F)

GEWONE ZITTING 2017-2018

23 MEI 2018

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de schending van de
mensenrechten in de Gazastrook, op de
Westelijke Jordaanoever en in Israël**

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de schending van de
mensenrechten en het internationaal
recht in Gaza en op de Westelijke
Jordaanoever**

(Doc. n° A-681/1 – 2017/2018)

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende het geweld aan de grens
tussen Gaza en Israël**

(Doc. nr. A-682/1 – 2017/2018)

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor de Financiën en de Algemene Zaken

door de heer Ridouane CHAHID (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs: M. Ridouane Chahid, Mme Nadia El Yousfi, MM. Charles Picqué, Julien Uyttendaele, Willem Draps, Abdallah Kanfaoui, Emmanuel De Bock, Fabian Maingain, Mme Zoé Genot, MM. Stefan Cornelis, Bruno De Lille.

Membres suppléants: Mmes Simone Sussskind, Hannelore Goeman.

Autres membres: M. Fouad Ahidar, Mme Julie de Groote, M. Hamza Fassi-Fihri, Mme Claire Geraets, M. Youssef Handichi, Mme Cieltje Van Achter.

Voir:

Documents du Parlement:

A-681/1 – 2017/2018: Proposition de résolution.
A-682/1 – 2017/2018: Proposition de résolution.
A-683/1 – 2017/2018: Proposition de résolution.

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heren Ridouane Chahid, mevr. Nadia El Yousfi, de heren Charles Picqué, Julien Uyttendaele, Willem Draps, Abdallah Kanfaoui, Emmanuel De Bock, Fabian Maingain, mevr. Zoé Genot, de heren Stefan Cornelis, Bruno De Lille.

Plaatsvervaarders : mevr. Simone Sussskind, mevr. Hannelore Goeman.

Andere leden : de heer Fouad Ahidar, mevr. Julie de Groote, de heer Hamza Fassi-Fihri, mevr. Claire Geraets, de heer Youssef Handichi, mevr. Cieltje Van Achter .

Zie :

Stukken van het Parlement :

A-681/1 – 2017/2018 : Voorstel van resolutie.
A-682/1 – 2017/2018 : Voorstel van resolutie.
A-683/1 – 2017/2018 : Voorstel van resolutie.

I. Ordre des travaux

La commission décide de joindre la discussion des trois propositions de résolution n^{os} A-681/1, A-682/1 et A-683/1 et de donner la priorité à la proposition de résolution n^o A-683/1.

II.A. Exposés introductifs de Mmes Nadia El Yousfi, Hannelore Goeman et Julie de Grootte, coauteures de la proposition de résolution

Mme Nadia El Yousfi constate que parfois, les opinions se rencontrent et que malheureusement, il s'agit bien souvent alors de grandes désolations. C'est le cas en l'occurrence aujourd'hui. Les commissaires veulent que l'encre empêche que ne soit épanché le sang.

Le constat est commun : il faut que la violence cesse, que les événements de la semaine dernière ne se reproduisent plus jamais. Il est temps que le droit règne et c'est l'entière responsabilité de la communauté internationale qui doit veiller à son application. Trop d'abus sont à dénombrer, trop d'injustices sont à déplorer, trop de violences sont à cicatriser.

Pour ces raisons, le groupe PS prend la parole pour dénoncer et condamner les violations du droit international en Israël et sur les territoires palestiniens. Ces violences d'État ne peuvent plus être tolérées. Une enquête internationale indépendante et transparente sur les violences commises à l'encontre des manifestants doit être tenue.

Le groupe PS demande que la lumière soit faite et qu'en fonction de celle-ci, la justice agisse.

Il est plus que temps désormais qu'une solution pacifique, durable, viable et juste soit trouvée. Pour ce faire, le retour de l'Autorité palestinienne dans la bande de Gaza et l'organisation d'élections libres et équitables est une condition *sine qua non*.

Alors que d'autres pays suivent les pas imprudents des États-Unis, nous devons mettre tout en œuvre pour enrayer le cycle de violences qui s'est abattu depuis trop longtemps déjà sur le Proche-Orient. Cela passe par la rencontre d'acteurs et de militants israéliens et palestiniens engagés en faveur de la paix et du respect des droits humains.

La situation est d'une grande complexité et le Parlement ne peut faire que peu de choses face à pareille situation. Nous avons un devoir moral de faire tout ce qui est en notre pouvoir, d'utiliser jusqu'au dernier levier à notre portée, pour assurer à long terme la sécurité et le respect des droits fondamentaux des populations.

Mme Hannelore Goeman pense que les récents événements à Gaza témoignent d'une cruauté inhumaine.

C'est en fait la chronique d'une mort annoncée. Le

I. Regeling van de werkzaamheden

De commissie beslist de bespreking van de drie voorstellen van resolutie nrs. A-681/1, A-682/1 en A-683/1 samen te voegen en hierbij prioriteit te verlenen aan het voorstel van resolutie nr. A-683/1.

II.A. Inleidende uiteenzettingen van mevrouw Nadia El Yousfi, mevrouw Hannelore Goeman en mevrouw Julie de Grootte, mede-indieners van het voorstel van resolutie

Mevrouw Nadia El Yousfi stelt vast dat de opinies elkaar soms ontmoeten, maar spijtig genoeg vaak voor zeer uitzichtloze situaties. Dat is vandaag het geval. De commissieleden wensen dat de pen bloedvergieten voorkomt.

De vaststelling is gemeenschappelijk: het geweld moet stoppen en de gebeurtenissen van vorige week mogen zich niet herhalen. Het is tijd dat het recht heerst en de hele internationale gemeenschap moet daarop toezien. We tellen te veel misbruik, we betreuren te veel onrecht, en te veel geweld laat littekens na.

Om die redenen neemt de PS-fractie het woord om de schendingen van het internationaal recht in Israël en de Palestijnse gebieden aan de kaak te stellen en te veroordelen. Dat staatsgeweld mag niet meer getolereerd worden. Er moet een onafhankelijk en transparant internationaal onderzoek over het geweld tegen de betogers komen.

De PS-fractie vraagt dat de rechtinstanties hun licht niet onder de korenmaat zouden houden en recht zouden spreken.

Het wordt meer dan tijd dat een vreedzame, duurzame, levensvatbare en rechtvaardige oplossing gevonden wordt. Daarom zijn de terugkeer van de Palestijnse autoriteit in de Gazastrook en de organisatie van vrije en billijke verkiezingen een *conditio sine qua non*.

Terwijl andere landen de onvoorzichtige stappen van de Verenigde Staten volgen, moeten we alles in het werk stellen om de spiraal van geweld die al te lang in het Nabije Oosten woedt, te doorbreken. Dat vereist dat de Israëlische en Palestijnse actoren en militanten die ijveren voor vrede en eerbiediging van de mensenrechten, elkaar ontmoeten.

De situatie is uiterst complex en het Parlement kan daar niet veel aan doen. We hebben de morele plicht om alles te doen wat binnen ons bereik ligt en tot de laatste hefboom waarover we beschikken te gebruiken, om op lange termijn te zorgen voor de veiligheid en de eerbiediging van de grondrechten van de bevolkingsgroepen.

Mevrouw Hannelore Goeman is van mening dat de recente gebeurtenissen in Gaza van een onmenselijke wreedheid getuigen.

Zij zijn in feite een kroniek van een aangekondigde

déménagement de l'ambassade américaine à cet endroit est d'une maladresse incroyable. Il découle d'un choix politique clair.

Tout le monde savait que cela attiserait les tensions entre les Israéliens et les Palestiniens.

Des tireurs d'élite israéliens ont tué plus de 40 personnes, dont plusieurs enfants. Cela ne peut pas rester sans conséquences. Il doit y avoir une enquête internationale. Nous soutenons la demande du Premier ministre Michel à cet égard. L'oratrice espère que plusieurs pays suivront cet exemple.

De conserve avec M. Dirk Van der Maelen, le sp.a pense qu'il est temps de reconnaître l'État palestinien.

C'est un devoir moral de réagir. C'est pourquoi la résolution demande entre autres que toute mission en Israël et en Palestine ne puisse avoir lieu qu'à condition d'avoir une programmation équilibrée associant les deux parties, sans rencontrer de représentants politiques. Il est urgent de procéder à une évaluation pour savoir s'il y a lieu de suspendre la mission commerciale prévue en décembre prochain. Se pose également la question du maintien des attachés commerciaux à Tel-Aviv, et ce en concertation avec les autres autorités concernées. Enfin, du point de vue humanitaire, il faut inviter le gouvernement à apporter tout le soutien nécessaire afin d'améliorer les conditions de vie des Palestiniens dans la bande de Gaza.

Mme Julie de Groote relate que l'objectif n'est pas seulement d'exprimer notre indignation face aux événements du 14 mai 2018. Ces faits en outre ne se sont pas déroulés par hasard, si l'on se réfère aux propos du ministre israélien de la Défense, M. Avigdor Liberman.

La proposition de résolution ne vise pas seulement à condamner la situation et à nous désengager au niveau économique, ce qui représenterait une posture facile. Il s'agit plutôt d'avancer sur les deux plans en faisant avancer le processus de paix et en axant les missions économiques vers les deux parties.

Le texte demande qu'il n'y ait pas de représentants politiques bruxellois lors des missions économiques en Israël, ce qui correspond d'ailleurs à l'attitude adoptée depuis 2014. Ensuite, il est demandé que les missions économiques se déroulent au niveau des deux parties. La population palestinienne est d'ailleurs demandeuse de perspectives économiques. Enfin, il faudrait que les participants à ces missions économiques y rencontrent des activistes de la paix. Un millier d'Israéliens ont d'ailleurs manifesté le lendemain du massacre. En outre, de nombreuses ONG israéliennes sont actives à ce niveau-là.

dood. Het getuigt van een ongelooflijke lomtheid vanwege de Amerikanen om nu op deze plaats een ambassade te verhuizen. Het vloeit voort uit een duidelijke politieke keuze.

Iedereen wist dat dit de verhoudingen tussen de Israëli's en de Palestijnen zou oppoken.

Israëlische scherpshutters hebben meer dan 40 doden gemaakt, waaronder een aantal kinderen. Dit mag niet zonder gevolgen blijven. Er moet een internationaal onderzoek komen. De vraag van premier Michel wordt hierbij ondersteund. De spreekster hoopt dat meerdere landen dit voorbeeld zullen volgen.

Sp.a is, samen met de heer Dirk Van der Maelen, van mening dat het tijd is om de staat Palestina te erkennen.

Het is een morele plicht om te reageren. Daarom wordt in de resolutie onder andere gevraagd dat elke missie naar Israël en Palestina enkel kan plaatsvinden als er een evenwichtig programma is waarbij beide partijen worden betrokken, zonder politieke actoren te ontmoeten. Het is dringend tijd voor een evaluatie om te weten of de geplande handelsmissie in december aanstaande moet worden opgeschort. Ook stelt zich de vraag over het behoud van de handelsattachés in Tel Aviv; dit in overleg met de andere betrokken overheden. Vanuit humanitair oogpunt tenslotte moet men de regering verzoeken alle steun te verlenen om de levensomstandigheden van de Palestijnen in de Gazastrook te verbeteren.

Mevrouw Julie de Groote wijst erop dat het niet enkel de bedoeling is om onze verontwaardiging over de gebeurtenissen van 14 mei 2018 te uiten. Bovendien zijn die feiten niet aan het toeval te wijten, als we afgaan op de woorden van de Israëlische minister van Defensie, Avigdor Liberman.

Het voorstel van resolutie strekt er niet alleen toe de situatie te veroordelen en onze economische activiteiten terug te schroeven. Dat zou een gemakkelijke houding zijn. Het is veeleer de bedoeling vooruitgang te boeken op twee vlakken, namelijk het vredesproces te bevorderen en de economische zendingen naar de twee partijen te sturen.

In de tekst wordt verzocht dat er geen Brusselse politieke vertegenwoordigers aanwezig zijn bij de economische zendingen in Israël, wat overigens overeenkomt met de houding die sinds 2014 wordt aangenomen. Vervolgens wordt verzocht dat de economische zendingen op het niveau van beide partijen plaatsvinden. De Palestijnse bevolking vraagt overigens om economische perspectieven. Ten slotte zouden de deelnemers aan die economische zendingen daar vredesactivisten moeten ontmoeten. Een duizendtal Israëliërs hebben overigens betoogd de dag na het bloedbad. Bovendien zijn veel Israëlische NGO's actief op dat niveau.

II.B. Exposés introductifs de M. Bruno De Lille et Mme Zoé Genot, coauteurs de la proposition de résolution, n° A-681/1 – 2017/2018

M. Bruno De Lille rappelle les images de la population palestinienne dans les médias. Cet incident est le plus sanglant depuis l'été 2014, au moins 69 manifestants, observateurs et badauds y ayant trouvé la mort. Parmi ces victimes, on compte un grand nombre de jeunes et même d'enfants. Les propos de l'ambassadrice israélienne, selon laquelle toutes ces personnes étaient également des terroristes, ont profondément choqué les Verts.

La colère du peuple palestinien est indissociablement liée à la persistance de l'occupation, à la discrimination et à la colonisation de la Palestine. À quoi s'ajoutent des provocations constantes et gratuites, telles que le récent démantèlement de l'ambassade américaine.

Pour leur part, les dirigeants palestiniens ont la responsabilité d'organiser ce type de manifestation de manière pacifique.

Israël doit répondre de façon appropriée aux manifestations populaires, c'est-à-dire en ouvrant le dialogue et non pas en ouvrant le feu.

Groen se félicite que le gouvernement belge ait pris clairement position sur les propos tenus par l'ambassadrice. Le parti soutient également l'appel à une enquête indépendante sur les violences.

Groen espère qu'on ne s'en tiendra pas au seul soutien de la Belgique. Cette initiative exercera-t-elle une pression suffisante sur les institutions européennes afin qu'elles assument là aussi leurs responsabilités et relancent le processus de paix ?

Il est essentiel d'adresser un signal clair à Israël que ces fusillades sont inacceptables.

On doit aller plus loin en tant que Région, en tant que pays et en tant que membre de l'Union européenne.

La résolution déposée de conserve avec Ecolo demande clairement à la Région de suspendre immédiatement toutes les missions économiques à la suite de ces événements et de rappeler les représentants de notre Région en Israël. La Région doit également s'ouvrir aux victimes civiles qui sont tombées à cette occasion. Le Comité international de la Croix-Rouge a indiqué que les secours sur place manquent de matériel médical et peinent à suivre.

Pour conclure, l'orateur dit espérer que la majorité sera ouverte aux propositions.

Mme Zoé Genot souligne que le texte de la proposition de résolution a été déposé dès mercredi passé. Devant les images

II.B. Inleidende uiteenzettingen van de heer Bruno De Lille en mevrouw Zoé Genot, mede-indieners van het voorstel van resolutie, nr. A-681/1 – 2017/2018

De heer Bruno De Lille herinnert aan de beelden in de media over de Palestijnse bevolking. Sinds de zomer 2014 was dit het meest bloedige incident met minstens 69 actievoerders, waarnemers en omstanders die de dood vonden. Onder die slachtoffers telde men een groot aantal jongeren en zelfs kinderen. De uitspraken van de Israëlische ambassadeur dat het volgens haar ook allemaal terroristen zijn, hebben de Groenen diep gechoqueerd.

De woede bij het Palestijnse volk is onlosmakelijk verbonden met de aanhoudende bezetting, de discriminatie en de kolonisatie van de Palestijnen. Dit wordt gecombineerd met voortdurende en nodeloze provocaties, zoals de recente verhuis van de Amerikaanse ambassade.

De Palestijnse leiders van hun kant hebben de verantwoordelijkheid dit soort protest op een vreedzame manier te organiseren.

Israël moet zoals het hoort reageren op volksprotest. Dit gebeurt met een opstart van dialoog en niet door met scherp schieten.

Groen is tevreden dat de Belgische regering een duidelijk standpunt heeft ingenomen in verband met de uitspraken van de ambassadeur. Ook steunt het de oproep voor een onafhankelijk onderzoek naar de gewelddadige gebeurtenissen.

Groen hoopt dat het hierbij niet enkel bij de steun van België zal blijven. Zal dit voldoende druk zetten op de Europese instellingen om ook daar verantwoordelijkheden op te nemen en het vredesproces opnieuw op gang te trekken?

Een duidelijk signaal naar Israël dat deze beschietingen onaanvaardbaar zijn, is een essentieel onderdeel hiervan.

Als Gewest, als land en als lid van de Europese Unie moet men verder gaan.

In de resolutie die werd ingediend samen met Ecolo werd duidelijk gevraagd dat het Gewest naar aanleiding van deze gebeurtenissen alle economische missies onmiddellijk opschort en de gewestelijke vertegenwoordigers in Israël terugroept. Ook moet het Gewest zich openstellen voor de burgerslachtoffers die hierbij gevallen zijn. Het Internationale Comité van het Rode kruiscomité heeft immers aangegeven dat de hulpverleners ter plekke te weinig medisch materiaal voorhanden hebben en nauwelijks kunnen volgen.

De spreker besluit met de hoop dat de meerderheid zal openstaan voor de voorstellen.

Mevrouw Zoé Genot onderstreept dat het voorstel van resolutie na vorige woensdag werd ingediend. Na het zien

diffusées, il n'était pas possible de ne pas réagir et de ne pas lancer un message parlementaire. Il s'agit d'actions planifiées contre des civils par des tireurs d'élite conduits par des officiers. Des drones ont lâché des gaz. Un brancardier a été touché. Un journaliste est mort pendant la manifestation. Les balles utilisées trahissent la volonté de blesser gravement les gens. Une fois de plus, des armes ont pu être « testées ». Ceci est insupportable.

La Région ne dispose pas de leviers fédéraux pour aller plus loin. La lutte contre des produits illégaux en provenance des colonies se réglera au niveau belge et européen. Notre outil est donc essentiellement symbolique : nous pouvons condamner cette action. La politique économique régionale est un autre levier. Il nous est loisible de suspendre les missions économiques et de suspendre la présence régionale sur place. De plus, nous pouvons poser un geste humanitaire en accueillant concrètement des blessés dans nos hôpitaux, car les blessés ne peuvent pas être bien soignés à Gaza.

II.C. Exposé introductif de Mme Cieltje Van Achter, coauteure de la proposition de résolution, n° A-682/1 – 2017/2018

Mme Cieltje Van Achter rappelle que le lundi 14 mai 2018, la manifestation de clôture commémorant la « Nakba » (« catastrophe ») survenue il y a 70 ans a donné lieu à des violences disproportionnées et mortelles. Le 70e anniversaire de l'État d'Israël et le déménagement de l'ambassade américaine à Jérusalem ont été les déclencheurs concrets des manifestations.

Les services de sécurité israéliens ont abattu au moins 59 manifestants (dont des enfants) et on dénombre déjà des milliers de blessés. Il se dit que le lundi 14 mai 2018 a été le jour le plus meurtrier depuis la guerre de 2014.

Au vu de ces faits et de l'énorme nouvelle flambée de violences à la frontière entre Gaza et Israël, son groupe a déposé une proposition de résolution. Une résolution similaire a du reste été votée la semaine dernière au Parlement flamand, avec le soutien de la N-VA, du VLD et du CD&V.

Il est plus que temps de parvenir à une solution durable et pacifique où le Hamas reconnaît le droit à l'existence d'Israël et Israël accepte une solution à deux États.

Le fait que l'armée israélienne abat des manifestants non armés est hors de toute proportion et totalement inacceptable.

L'irresponsabilité du Hamas, qui envoie en masse des milliers de personnes à la frontière, parmi lesquelles des enfants, alors qu'il a pleinement conscience qu'Israël y répondra avec dureté, est énorme.

van de uitgezonden beelden, was het onmogelijk om niet te reageren en om geen parlementaire boodschap uit te zenden. Het gaat om geplande acties tegen burgers door scherpschutters onder leiding van officieren. Drones hebben gas verspreid. Een ziekendrager werd getroffen. Een journalist is gestorven tijdens de betoging. De gebruikte kogels verraden de wil om de mensen zwaar te verwonden. Voor de zoveelste keer, konden wapens worden “getest”. Dat is afschuwelijk.

Het Gewest beschikt niet over federale hefboomen om verder te gaan. De strijd tegen illegale producten afkomstig uit de kolonies zal op Belgisch en Europees niveau worden geregeld. Ons instrument is dus in wezen symbolisch: wij kunnen die actie veroordelen. Het gewestelijke economische beleid is een andere hefboom. Het staat ons vrij om de economische zendingen en de gewestelijke aanwezigheid ter plaatse op te schorten. Bovendien kunnen wij een humanitair gebaar maken door concreet gewonden op te vangen in onze ziekenhuizen, want de gewonden kunnen niet goed worden verzorgd in de Gazastreek.

II.C. Inleidende uiteenzetting van mevrouw Cieltje Van Achter, mede-indiener van het voorstel van resolutie, nr. A-682/1 – 2017/2018

Mevrouw Cieltje Van Achter herinnert eraan dat op maandag 14 mei 2018 het slotprotest ter herdenking van de ‘Nakba’ (70 jaar geleden) is uitgemond in een disproportioneel en dodelijk geweld. De concrete aanleiding voor de protesten zijn de 70ste verjaardag van de staat Israël en de verhuis van de VS-ambassade naar Jeruzalem.

De Israëlische veiligheidsdiensten hebben minstens 59 betogers doodgeschoten (waaronder kinderen) en er zijn reeds duizenden gewonden geteld. Naar verluidt was maandag 14 mei 2018 de dodelijkste dag sinds de oorlog in 2014.

Gezien deze feiten en gezien dat het geweld aan de grens tussen Gaza en Israël enorm opgeflakkerd is, heeft haar fractie een voorstel van resolutie ingediend. De N-VA heeft vorige week trouwens een gelijkaardige resolutie gestemd in het Vlaams Parlement; gesteund door N-VA, VLD en CD&V.

Het is de hoogste tijd voor een duurzame en vreedzame oplossing waarbij Hamas het bestaansrecht van Israël erkent en waarbij Israël akkoord gaat met een tweestatenoplossing.

Het neerschieten van ongewapende protestvoerders door het Israëlische leger is buiten alle proportie en totaal onaanvaardbaar.

Hamas draagt een enorme onverantwoordelijkheid door duizenden mensen, waaronder kinderen, massaal naar de grens te sturen, in volle bewustzijn dat dit door Israël beantwoord zal worden met een harde reactie.

L'UE et, en particulier, Federica Mogherini en sa qualité de haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ont une mission importante à jouer en la matière.

Dans sa résolution, la N-VA demande que les droits de l'homme et le droit international soient respectés et exige une enquête internationale impartiale sur les accusations de violations graves desdits droits par toutes les parties.

La N-VA demande également avec instance que l'Union européenne prenne des initiatives afin de jouer un rôle actif de médiateur en vue d'une paix durable dans la région.

Enfin, Mme Van Achter demande aux autres groupes de soutenir cette résolution.

III. Discussion générale conjointe

Au nom de son groupe, M. Stefan Cornelis déclare que les évènements du 14 mai 2018 et les déclarations qui ont suivi l'indignent et l'affligent. L'Open VLD salue les initiatives en la matière, principalement celles du gouvernement fédéral. Son parti n'a pas signé la présente proposition de résolution et il ne la soutiendra pas non plus. Le groupe s'abstiendra lors du vote.

En effet, les libéraux bruxellois se félicitent de toute initiative prise aux niveaux fédéral, européen et mondial afin de relancer le processus de paix au Moyen-Orient en vue de trouver une solution durable. La reconnaissance de la Palestine en tant qu'État à part entière et les garanties pour la sécurité d'Israël en font partie intégrante. Néanmoins, son groupe ne soutient pas la résolution déposée au Parlement de Bruxelles, et ce pour trois raisons.

La Région n'est absolument pas compétente. L'objectif est de rassembler les Bruxellois, pas de les diviser. On souhaite également respecter le rôle de Bruxelles en tant que centre de décision international.

Le Parlement bruxellois n'a en effet aucune compétence en la matière. Un tel débat est à juste titre en cours en commission des Relations extérieures de la Chambre. Notre Parlement a pour mission d'œuvrer à un vivre-ensemble harmonieux. Bruxelles est une ville cosmopolite par excellence, avec une énorme diversité religieuse, philosophique et culturelle. Bruxelles est une ville où des gens viennent des quatre coins du monde afin de s'y construire une nouvelle vie (il n'est pas rare que ce soit à cause de conflits sanglants ailleurs).

L'Open VLD souligne qu'il ne faut pas importer les conflits étrangers dans la politique bruxelloise. La présente résolution et les résolutions similaires sur d'autres sujets sensibles (comme, par exemple, le génocide arménien, le Sahara occidental, le Kurdistan, Taiwan, le Pays basque, le Cachemire) adressent un signal erroné à la population bruxelloise. En prenant position, on blessera toujours certains Bruxellois en voulant plaire à d'autres. On divise ainsi la ville et on risque d'accroître les tensions entre Bruxellois au lieu

Hier is een belangrijke opdracht weggelegd voor de EU en in het bijzonder Federica Mogherini als hoge vertegenwoordiger voor Buitenlandse Zaken en Veiligheidsbeleid van de Europese Unie.

In de resolutie vraagt N-VA respect voor de mensenrechten en het internationaal recht. We eisen een internationaal en een onpartijdig onderzoek naar de beschuldigingen van ernstige schendingen hiervan door alle partijen.

N-VA vraagt ook met aandrang dat de Europese Unie initiatieven neemt om een actieve bemiddelende rol op te nemen om tot een duurzame vrede in de regio te komen.

Mevrouw Van Achter vraagt tot slot aan de andere fracties om deze resolutie te steunen.

III. Samengevoegde algemene bespreking

De heer Stefan Cornelis is namens zijn fractie verontwaardigd en bedroefd over de gebeurtenissen van 14 mei 2018 en de bijhorende uitspraken erna. Open VLD verwelkomt de initiatieven ter zake voornamelijk van de federale regering. Zijn partij heeft dit voorstel van resolutie niet ondertekend en zal het ook niet ondersteunen. De fractie zal zich onthouden bij de stemming.

De Brusselse liberalen begroeten immers elk initiatief dat op federaal, Europees en op wereldvlak wordt genomen om het vredesproces in het Midden-Oosten herop te starten om tot een duurzame oplossing te komen. De erkenning van Palestina als volwaardige staat en de garanties voor de veiligheid voor Israël maken hier onlosmakelijk deel van uit. Toch steunt zijn fractie de in het Brussels Parlement ingediende resolutie niet om drie redenen.

Het Gewest is totaal niet bevoegd. Het is de bedoeling Brusselaars te verenigen en niet om ze te verdelen. Ook wil men de rol van Brussel als internationaal beslissingscentrum respecteren.

Het Brussels Parlement is hiertoe inderdaad op geen enkele wijze bevoegd. Een dergelijk debat wordt terecht gevoerd in de commissie Buitenlandse Zaken van het federale Parlement. Ons Parlement heeft tot opdracht te streven naar een harmonieuze samenleving. Brussel is bij uitstek een kosmopolitische stad met een enorme religieuze, filosofische en culturele diversiteit. Brussel is een stad waar mensen vanuit de hele wereld (niet zelden omwille van bloedige conflicten elders) naartoe komen om een nieuw leven op te bouwen.

Open VLD benadrukt dat de buitenlandse conflicten niet in de Brusselse politiek moeten geïmporteerd worden. Deze resolutie en vergelijkbare resoluties over andere gevoelige thema's (bijvoorbeeld de Armeense genocide, de westelijke Sahara, Koerdistan, Taiwan, het Baskenland, Kasjmir) geven een fout signaal aan de Brusselse bevolking. Door positie te kiezen zal men telkens bepaalde Brusselaars kwetsen om er andere mee te plezieren. Dit verdeelt de stad en kan de spanning tussen inwoners aanwakkeren eerder dan

de les apaiser.

Bruxelles est un centre de décision international et elle s'efforce d'entretenir de bonnes relations avec les institutions qui se sont établies sur son territoire. Dans l'intérêt de ce rôle, des nombreux emplois et de la richesse qui en découlent, il serait bon que nous fassions preuve de retenue à l'égard de conflits internationaux au sujet desquels de hauts représentants viennent précisément négocier à Bruxelles.

M. Willem Draps souhaite rappeler que c'est le gouvernement fédéral qui conduit la politique étrangère de la Belgique. Seule la Belgique est membre des Nations unies, d'où la réticence d'aborder dans ce Parlement des sujets sur lesquels notre Région n'a aucune prise. Il importe également de ne pas importer dans notre Région des conflits extérieurs à celle-ci.

Il est également surpris de la procédure exceptionnelle mise en œuvre pour mettre ces trois textes rapidement à l'ordre du jour de la commission des finances, surtout lorsque l'on fait le parallèle avec le texte du groupe MR sur les femmes yézidies, pris en considération en 2016 et qui n'est pas encore inscrit à l'ordre du jour de la commission Santé de la Cocom, sous le prétexte de ne plus vouloir débattre de textes à dimension internationale, comme l'est également le dossier israélo-palestinien.

Il ne s'agit pas de faire le compte des morts mais de nombreux autres conflits de par le monde sont aussi très meurtriers. Cette procédure rapide pour une situation particulière est aux yeux du député le stigmate d'une indignation sélective.

M. Abdalah Kanfaoui estime que les trois textes soumis sont très différents, ce qui témoigne de la complexité de la situation. Au sein même de la majorité, il ne semble pas y avoir eu de consensus comme indiqué par l'absence de cosignature des groupes Défi, CD&V et Open VLD. Tout n'est pas noir ou blanc, contrairement à ce que d'aucuns veulent prétendre. Il n'y a pas d'un côté les bons et, de l'autre les méchants.

Condamnation des violences

Les trois propositions de résolution portent sur la condamnation des graves violences qui ont eu lieu à la frontière entre Gaza et Israël, dans le contexte du démantèlement de l'ambassade américaine à Jérusalem.

Sur cette question, la position de la Belgique est pourtant ferme et claire comme elle a été rappelée par le ministre des Affaires étrangères à la Chambre des Représentants, jeudi dernier : « les violences commises contre des civils sont inacceptables et indignes. Assurer la sécurité des citoyens doit se faire de manière proportionnée. Il existe d'autres moyens, non létaux, pour contenir les foules. Le Hamas et d'autres organisations portent une part de la responsabilité, parce qu'ils ont encouragé les Gazaouis à tenter de franchir illégalement la frontière en provoquant des dégâts, et incité à emmener des enfants dans une situation dangereuse. Nous avons

bedaren.

Brussel is een internationaal beslissingscentrum en streeft naar een goede relatie met de instellingen die zich hier gevestigd hebben. In het belang van deze rol en de vele jobs en welvaart die hieruit voortvloeien zou het ons sieren om ons terughoudend op te stellen ten aanzien van internationale conflicten waarbij hoge vertegenwoordigers precies naar Brussel komen om erover te onderhandelen.

De heer Willem Draps wenst eraan te herinneren dat de federale regering het buitenlands beleid van België voert. Alleen België is lid van de Verenigde Naties, vandaar de aarzeling om in dit Parlement onderwerpen te behandelen waarop ons Gewest geen enkele vat heeft. Tevens is het belangrijk om in ons Gewest geen externe conflicten te importeren.

Hij is eveneens verbaasd over de uitzonderlijke procedure die wordt aangewend om die drie teksten snel op de agenda van de commissie voor de financiën te plaatsen, vooral indien een parallel wordt getrokken met de tekst van de MR-fractie over de Yezidi-vrouwen, die in overweging werd genomen in 2016 en nog altijd niet werd ingeschreven op de agenda van de commissie gezondheid van de GGC, onder het voorwendsel geen teksten met een internationale dimensie meer te willen bespreken, net als het Israëliisch-Palestijns dossier.

Het is niet de bedoeling de doden te tellen, maar vele andere conflicten in de wereld zijn ook zeer moorddadig. Die snelle procedure voor een bijzondere situatie is volgens de volksvertegenwoordiger het stigma van selectieve verontwaardiging.

Volgens de heer Abdallah Kanfaoui zijn de drie voorgelegde teksten zeer verschillend, wat getuigt van de complexiteit van de situatie. Zelfs binnen de meerderheid lijkt er geen consensus te zijn geweest, zoals blijkt uit de afwezigheid van medeondertekening van de DéFI-, CD&V- en Open VLD-fractie. Alles is niet zwart-wit, in tegenstelling tot wat sommigen beweren; de goeden staan niet aan één kant en de slechten aan de andere.

Veroordeling van het geweld

De drie voorstellen van resolutie betreffen de veroordeling van het ernstige geweld dat heeft plaatsgevonden aan de grens tussen Gaza en Israël, in de context van de verhuis van de Amerikaanse ambassade naar Jeruzalem.

België heeft ter zake echter een kordaat en duidelijk standpunt ingenomen, dat de minister van Buitenlandse Zaken vorige donderdag in de Kamer van Volksvertegenwoordigers in herinnering bracht: "het geweld tegen burgers is onaanvaardbaar en onwaardig. Zorgen voor de veiligheid van de burgers moet op evenredige wijze gebeuren. Er bestaan andere, niet dodelijke middelen om de massa's onder controle te houden. Hamas en andere organisaties dragen een deel van de verantwoordelijkheid, omdat zij de inwoners van de Gazastrook hebben aangemoedigd te pogen de grens op

immédiatement réagi au nom de la Belgique par rapport aux violences commises à Gaza. En tant que probable futur membre du Conseil de sécurité, la Belgique a été associée à une déclaration commune des membres européens du Conseil de sécurité à New York. »

Le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères ont appelé les deux parties à une désescalade, afin d'éviter les effusions de sang.

La convocation, mercredi dernier, de l'ambassadrice israélienne au département des Affaires étrangères à la suite de ses propos, a été une occasion de procéder à un rappel à l'ordre : rappeler Israël à ses obligations internationales et lui faire part de la désapprobation de la Belgique.

D'ailleurs, le Gouvernement bruxellois n'a pas défendu d'autres positions que celle du Fédéral. Comme rappelé par le ministre bruxellois en charge des relations internationales, Guy Vanhengel, il importe de ne pas importer de conflits extérieurs dans notre Région et de favoriser la compréhension mutuelle. Le Gouvernement bruxellois s'inscrit donc dans la ligne politique suivie par le Gouvernement fédéral à l'égard d'Israël.

Dès lors, certaines des demandes figurant dans les résolutions n'ont plus guère de pertinence tant que le Gouvernement fédéral a fait preuve de fermeté dans sa position.

Enquête indépendante internationale et rôle de l'UE

Le ministre Didier Reynders a d'ores et déjà appuyé l'idée d'une enquête internationale indépendante sous l'égide des Nations Unies sur les violences des dernières semaines auprès du Secrétaire général de l'ONU António Guterres. L'appel pour une telle enquête a été relayé par plusieurs membres du Conseil de sécurité.

Le Premier ministre a également soutenu cette idée : « Il ne peut pas y avoir d'impunité. Il y a des règles en droit international ».

Si l'on souhaite être constructif, il faut en attendre les résultats pour identifier les responsabilités de chacun. Or, à entendre certains, on pourrait presque croire qu'ils en connaissent déjà les résultats !

Rôle de l'UE

Quant au rôle de l'UE, le gouvernement fédéral défend la piste d'une position européenne unie notamment à propos de l'accueil des réfugiés, le renforcement des moyens d'UNRWA ou la fin du blocage de Gaza. Nous positionner en pointe ne servirait pas cet effort.

Le Groupe MR soutient pleinement cette position (l'approche européenne) tant il a été démontré, à de

illegale wijze over te steken en schade te veroorzaken, en ertoe aangezet hebben om kinderen in een gevaarlijke situatie te brengen. Wij hebben namens België onmiddellijk gereageerd op de gewelddaden die in de Gazastrook werden begaan. Als waarschijnlijk toekomstig lid van de Veiligheidsraad, heeft België meegewerkt aan een gemeenschappelijke verklaring van de Europese leden van de Veiligheidsraad in New York.".

De eerste minister en de minister van Buitenlandse Zaken hebben de twee partijen opgeroepen tot het stoppen van het geweld om bloedvergieten te voorkomen.

De convocatie, op woensdag jongstleden, van de Israëlische ambassadrice op het departement Buitenlandse Zaken naar aanleiding van haar uitlatingen was een gelegenheid om Israël op het matje te roepen, te wijzen op zijn internationale verplichtingen en op de afkeuring van België.

De Brusselse regering heeft trouwens geen andere standpunten dan die van de federale overheid verdedigd. Zoals de Brusselse minister bevoegd voor internationale betrekkingen, Guy Vanhengel, erop heeft gewezen, is het belangrijk dat er geen externe conflicten in ons Gewest worden geïmporteerd en dat wederzijds begrip wordt bevorderd. De Brusselse regering volgt dus de beleidslijn van de federale regering ten opzichte van Israël.

Bijgevolg zijn sommige verzoeken die in de resoluties geformuleerd worden niet relevant zolang de federale regering vastberaden bij haar standpunt blijft.

Onafhankelijk internationaal onderzoek en rol van de EU

Minister Didier Reynders heeft al het idee van een onafhankelijk internationaal onderzoek onder toezicht van de Verenigde Naties over het geweld van de jongste weken proberen door te drukken bij de secretaris-generaal van de VN. Enkele leden van de Veiligheidsraad hebben zich achter een dergelijk onderzoek geschaard.

De premier heeft het idee ook gesteund omdat er geen straffeloosheid mag heersen en er internationale regels gelden.

Als men zijn steentje wil bijdragen, moet men op de resultaten wachten om eenieders verantwoordelijkheid te bepalen. Maar sommigen lijken de resultaten al te kennen!

Rol van de EU

De federale regering verdedigt op dat vlak de piste van een gemeenschappelijk Europees standpunt, inzonderheid over de opvang van de vluchtelingen, de versterking van de middelen van UNRWA of het einde van de blokkade van Gaza. Wij dienen de zaak niet als wij haantje-de-voorste spelen.

De MR-fractie steunt dat standpunt (Europese aanpak) voor 100% omdat vaak aangetoond is dat eenzijdig handelen

nombreuses reprises, l'inefficacité sur le processus de paix d'une action unilatérale. Nous défendons la nécessité pour l'UE de parler d'une seule voix pour relancer le dialogue entre les différents acteurs du conflit.

La Belgique œuvre toujours pour une solution à deux États, mais pour cela, il faut un retour des deux parties à la table des négociations. Les actes unilatéraux, telle la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël ou la reconnaissance d'un État palestinien, nuisent à une solution pacifique. C'est d'ailleurs ce qui explique le choix du Gouvernement belge de se distancier de la décision américaine de déménager son ambassade à Jérusalem.

Les missions économiques

Tant la proposition de résolution de majorité que celle déposée par Ecolo/Groen mettent en avant la possibilité de suspendre ou à tout le moins de conditionner les missions économiques en Israël. A cet égard, il serait bon de rappeler la position du gouvernement bruxellois en la matière qui contredit les auteurs des deux textes.

« Nous souhaitons éviter toute surenchère renforçant encore la polarisation (...). Bien au contraire, il nous semble important de maintenir de bonnes relations avec toutes les parties et de les développer autant que possible afin d'apporter notre contribution, aussi limitée soit-elle, à la relance du dialogue, sans pour autant s'interdire de critiquer les parties pour leurs actions qui ne contribuent pas à la paix. » (Réponse du Ministre-Président à une QE en février 2018)

Cette réponse ne fait que confirmer ce que la secrétaire d'État en charge du commerce extérieur a déclaré en décembre dernier : « Nonobstant le fait qu'Israël soit le premier client de la Région de Bruxelles-Capitale dans la zone Moyen-Orient/Afrique du Nord (MENA), si nous devons rompre nos relations commerciales avec ce pays en vertu du critère du respect des droits humains, nous devrions en faire de même avec d'autres pays de la région où la situation des droits de l'homme est tout aussi problématique. Je pourrais citer l'Algérie, l'Égypte ou le Maroc. Je vous laisse tirer les conclusions. Par ailleurs, je ne suis pas très favorable à ce genre de rupture, je l'ai déjà dit. Ces ruptures doivent se décider en concertation avec le niveau fédéral et européen. Cela n'a pas de sens de prendre des décisions unilatérales au sein de notre petite Région. Enfin, je reste intimement convaincue que le développement des relations commerciales entre entreprises contribue aux échanges entre les populations. C'est pourquoi qu'au lieu de pénaliser le secteur privé israélien, il est plus constructif de poursuivre les échanges avec le marché palestinien - dont vous connaissez les énormes difficultés de développement. »

Le groupe MR ne soutiendra donc pas un boycott organisé pour ces mêmes raisons.

M. Willem Draps continue à propos de la politique de différenciation européenne vis-à-vis des colonies israéliennes

niet efficiënt is voor het vredesproces. Wij vinden het nodig dat de EU met één stem spreekt om de dialoog tussen de partijen bij het conflict weer aan te zwengelen.

België ijvert nog steeds voor een tweestatenoplossing, maar daarvoor moeten beide partijen terug aan de onderhandelingstafel komen. Unilaterale handelingen, zoals de erkenning van Jeruzalem als hoofdstad van Israël of de erkenning van een Palestijnse Staat, dragen niet bij tot een vreedzame oplossing. Dat verklaart overigens de keuze van de Belgische regering om zich te distantiëren van de Amerikaanse beslissing om zijn ambassade naar Jeruzalem te verhuizen.

De economische zendingen

Zowel het voorstel van resolutie van de meerderheid als het voorstel ingediend door Ecolo/Groen opperen de mogelijkheid om de economische zendingen in Israël op te schorten of op zijn minst aan voorwaarden te onderwerpen. In dat opzicht zou het goed zijn te herinneren aan het standpunt van de Brusselse regering daarover, dat de indianers van de twee teksten tegenspreekt.

“[We] willen elk opbod en nog meer polarisering vermijden [...]. Het lijkt ons integendeel belangrijk om met alle partijen goede betrekkingen te onderhouden en verder te ontwikkelen om onze beperkte bijdrage te leveren aan de heropstart van de dialoog, zonder evenwel onze kritiek te sparen op partijen die met hun acties de vrede ondermijnen.” (Antwoord van de Minister-Président op een SV in februari 2018).

Dat antwoord bevestigt slechts wat de Staatsecretaris belast met buitenlandse handel in december 2017 verklaarde: “Israël is en blijft de belangrijkste klant van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het Midden-Oosten en Noord-Afrika (MONA). Als wij consequent zakenrelaties moeten verbreken op grond van een gebrek aan respect voor de mensenrechten, dan zouden we ook geen handel meer kunnen voeren met bijvoorbeeld Algerije, Egypte of Marokko. Ik laat u conclusies trekken. Bovendien ben ik geen groot voorstander van dergelijke breuk, zoals ik al zei. Daarover moet beslist worden na overleg met de federale overheid en Europa. Het heeft geen zin eenzijdige beslissingen te nemen in ons klein Gewest. Ten slotte blijf ik ervan overtuigd dat handelsrelaties tussen ondernemingen bijdragen tot de toenadering tussen volkeren. Daarom meen ik dat, in plaats van het benadelen van de Israëlische privésector, het constructiever is om te blijven inzetten op de banden met de Palestijnse markt. U weet hoe enorm moeilijk die zich kan ontwikkelen.”

De MR-fractie zal een georganiseerde boycot dus niet steunen, om diezelfde redenen.

De heer Willem Draps gaat voort over het Europees differentiatiebeleid met betrekking tot de Israëlische kolonies.

Les écologistes souhaitent voir interdire les importations de produits issus des territoires occupés et les investissements financiers dans l'industrie israélienne des colonies.

Là encore, ce type d'actions constituent des sanctions économiques ou un boycott à l'égard d'Israël que nous ne pouvons soutenir et, de d'autant plus qu'une enquête devrait voir le jour. Ce raisonnement n'est pas une réponse appropriée en ce qu'il n'en ressort rien de constructif. Sans compter que ce type de discussions doit être discuté à un autre niveau (l'UE). La Belgique reste tenue par ses accords commerciaux !

Représentation officielle de la RBC en Israël

La résolution de la majorité souhaite mettre fin aux rencontres avec des représentants officiels politiques israéliens et éviter la participation de représentants gouvernementaux bruxellois. Là encore, ce qui est préconisé c'est une rupture du dialogue. En quoi une telle attitude servira la solution à deux États ?

Pour une solution pacifique, il faut maintenir les relations diplomatiques et commerciales.

Le groupe MR ne soutiendra pas les propositions de résolution.

M. Fouad Ahidar relate la difficulté de s'exprimer sur ce conflit. En cas de critique de la politique israélienne, vous êtes traité d'antisémite. Il s'agit pourtant ici de condamner la politique menée par un État qui massacre des populations depuis des décennies.

Il est choqué de l'intervention de ses collègues du MR, pour lesquels les affaires, ce sont les affaires. Selon les dires de M. Willem Draps, s'il y a des affaires, il n'y a pas lieu de se préoccuper d'éthique. Nous avons donc le droit de collaborer économiquement avec un État qui massacre des populations. S'il existe d'autres États avec lesquels nous ne devrions pas collaborer, prenons également des mesures à leur rencontre.

Le gouvernement fédéral a pris ses responsabilités. Nous avons cependant le droit à Bruxelles d'exprimer notre colère. Jusqu'à présent, nous nous sommes contentés de mots. Nous avons déjà maintes fois débattu de résolutions sur le sujet, sans aucun effet.

Avec cette résolution, nous voulons envoyer un signal fort, même si nous sommes limités dans nos actions.

Il s'agit d'un des massacres les plus importants depuis la guerre de Gaza en 2014. Néanmoins, si l'on comptait le nombre de morts depuis 2014, nous ouvririons grands les yeux. Le député veut bien déposer dix propositions de résolutions mais à un moment, il faut agir, notamment face à l'impunité totale du gouvernement israélien.

De groenen wensen een verbod op de invoer van producten uit de bezette gebieden en op financiële investeringen in de Israëlische industrie in de kolonies.

Dergelijke acties komen ook neer op economische sancties of een boycot tegen Israël die wij niet kunnen steunen, temeer daar er een onderzoek zou moeten komen.

Die redenering is geen gepast antwoord, omdat er niets constructiefs uit voortkomt. Bovendien moet dat soort besprekingen op een ander niveau (EU) worden gevoerd. België blijft gebonden door zijn handelsovereenkomsten!

Officiële vertegenwoordiging van het BHG in Israël

De resolutie van de meerderheid wenst een einde te maken aan de ontmoetingen met officiële politieke vertegenwoordigers van Israël en de deelname van vertegenwoordigers van de Brusselse regering te vermijden. Ook daar wordt een stopzetting van de dialoog aanbevolen. Hoe kan een dergelijke houding bijdragen tot de tweestatenoplossing?

Om tot een vreedzame oplossing te komen, moeten de diplomatieke en handelsrelaties worden behouden.

De MR-fractie zal de voorstellen van resolutie niet steunen.

De heer Fouad Ahidar wijst erop hoe moeilijk het is om zich over het conflict uit te laten. Als men kritiek levert op het beleid van Israël, wordt men beschuldigd van antisemitisme. Het is hier nochtans de bedoeling om het beleid te veroordelen van een Staat die al decennia lang bevolkingsgroepen uitmoordt.

Hij is gechoqueerd door de woorden van zijn collega's van de MR, volgens wie zaken zaken zijn. Voor de heer Willem Draps is business belangrijker dan ethiek. We hebben dus het recht om economisch samen te werken met een Staat die bevolkingsgroepen uitmoordt. Als er andere Staten bestaan waarmee we niet zouden mogen samenwerken, dan moeten we ook tegen hen maatregelen treffen.

De federale regering heeft haar verantwoordelijkheid genomen. Wij hebben echter wel het recht in Brussel om lucht te geven aan onze woede. Tot nu toe is het bij woorden gebleven. Wij hebben al vaak over resoluties over dat onderwerp gepraat, maar zonder enig resultaat.

Met deze resolutie willen wij een sterk signaal geven, ook al is onze slagkracht beperkt.

Het gaat om een van de grootste slachtpartijen sinds de oorlog in Gaza van 2014. Maar als we de doden zouden tellen sinds 2014, zouden wij grote ogen trekken. Het parlementslid is bereid om tien voorstellen van resolutie in te dienen, maar op een gegeven moment moet worden gehandeld, inzonderheid tegen de totale straffeloosheid van de Israëlische regering.

La Belgique sera membre du Conseil de sécurité de l'ONU et nous pouvons déjà envoyer un signal dans ce cadre. Israël devra reconnaître ses crimes, dont le massacre de milliers de personnes, avant d'aboutir à la paix.

D'ailleurs, pourquoi M. Abdallah Kanfaoui parle-t-il de désescalade entre les deux groupes ? Pour faire la guerre, il faut deux armées alors qu'ici, nous avons une armée contre une population qui se fait massacrer.

M. Hamza Fassi-Fihri rappelle la nécessité d'être humble sur le sujet. Ce n'est pas le Parlement bruxellois qui va régler le conflit israélo-palestinien. C'est cependant notre devoir en tant qu'assemblée démocratiquement élue de se prononcer sur un tel sujet. Il faut se tenir aux côtés des victimes de l'injustice. Il y a eu ici un massacre de civils.

Il faut faire pression sur nos gouvernements. L'Union européenne est une grande puissance. Il fait ensuite le parallèle avec la résolution votée sur la condamnation à mort d'un professeur en Iran.

Les parlementaires qui s'abstiennent ou qui s'opposent à la résolution font référence à des arguments de forme et non des arguments de fond, sur lequel il semble y avoir un consensus, à savoir condamner Israël pour son action armée meurtrière. L'attitude américaine est également déplorée.

En outre, la nécessité de reconnaître l'État de Palestine semble avancer. De plus, le besoin de lever le blocus de Gaza recueille l'unanimité. Cela constitue plusieurs messages qui peuvent être portés par une assemblée démocratique.

L'important aujourd'hui est de porter ce message. Ensuite, nous souhaitons une réaction de nos gouvernements.

M. Youssef Handichi estime être satisfait des réactions au massacre perpétré le 14 mai dernier et de la condamnation unanime des propos choquants et répugnants tenus par l'ambassadrice d'Israël en Belgique.

Devons-nous encore attendre avant d'agir ? Le PTB a déposé le 6 octobre 2014 une proposition de résolution (A-39/1 - S.O. 2014) visant à annuler toutes les missions économiques en Israël. Le président de la commission des Affaires économiques a demandé la suspension de l'examen de cette proposition de résolution la seule fois où elle était inscrite à l'ordre du jour, sous prétexte que les commissaires étaient trop fatigués, et cela alors qu'il était 16h00.

Si les propositions de résolution en discussion aujourd'hui vont dans le bon sens, elles sont néanmoins insuffisantes et inefficaces. Elles mettent également sur un pied d'égalité l'occupant et l'occupé, notamment lorsqu'on parle de condamner les violences commises contre les civils palestiniens et les civils israéliens. Ce sont pourtant des civils

België zal lid worden van de VN-Veiligheidsraad en wij kunnen nu al een signaal geven. Israël zal zijn misdaden moeten erkennen, waaronder het afslachten van duizenden mensen, voordat er vrede gesloten kan worden.

Waarom spreekt de heer Abdallah Kanfaoui trouwens over een de-escalatie tussen de twee partijen? Om oorlog te voeren, heeft men twee legers nodig, terwijl het hier gaat over een leger dat een bevolking uitmoordt.

De heer Hamza Fassi-Fihri herinnert eraan dat men in deze zaak zijn plaats moet kennen. Het Brussels Parlement gaat niet zomaar eventjes het Israëlisch-Palestijns conflict oplossen. Maar het is wel de taak, als democratisch gekozen assemblee, om over dit onderwerp een uitspraak te doen. Men moet aan de kant van de slachtoffers van het onrecht staan. Er is hier een bloedbad met burgerslachtoffers aangericht.

Wij moeten onze regeringen onder druk zetten. De Europese Unie is een grote mogendheid. Vervolgens trekt hij een parallel met de goedgekeurde resolutie over de terdoodveroordeling van een professor in Iran.

De parlementsleden die zich onthouden of zich verzetten tegen de resolutie verwijzen naar vormelijke argumenten en niet naar inhoudelijke argumenten, waarover een consensus lijkt te bestaan, namelijk Israël veroordelen voor zijn moorddadige gewapende actie. De Amerikaanse houding wordt eveneens betreurd.

Bovendien lijkt de noodzaak om de Palestijnse Staat te erkennen voortgang te maken. Voorts bestaat er eensgezindheid over het feit dat de blokkade van de Gazastrook moet worden opgeheven. Dat zijn meerdere boodschappen die door een democratische assemblee kunnen worden uitgedragen.

Vandaag belangrijk, is om die boodschap uit te dragen. Daarna wensen wij een reactie van onze regeringen.

De heer Youssef Handichi is tevreden over de reacties op het bloedbad dat op 14 mei werd aangericht en over de eensgezinde veroordeling van de aanstootgevende en weezinwekkende woorden van de ambassadrice van Israël in België.

Moeten wij nog wachten om te ageren? De PTB heeft op 6 oktober 2014 een voorstel van resolutie (A-39/1 - G.Z. 2014) ingediend tot annulering van alle economische zendingen naar Israël. De enige maal dat het op de agenda stond, heeft de voorzitter van de commissie voor de economische zaken gevraagd het onderzoek van dat voorstel van resolutie uit te stellen, onder het voorwendsel dat de commissieleden te moe waren, ofschoon het maar 16 uur was.

De thans besproken voorstellen van resolutie gaan in de goede richting, maar zijn niet voldoende en ondoeltreffend. Tevens plaatsen zij de bezetter en de bezette op gelijke voet, met name als gesproken wordt van het veroordelen van de gewelddaden tegen de Palestijnse burgers en de Israëlische burgers. Het zijn echter de Palestijnse burgers die worden

palestiniens qui se sont fait massacrer à la frontière de Gaza, alors qu'ils manifestaient pour leur droit au retour.

Israël a été condamné à de multiples reprises pour violation du droit international. 128 membres sur 196 pays ont condamné le déplacement de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem. Face à cette situation, la proposition de résolution est déconnectée de la réalité.

On parle d'évaluer l'opportunité de la suspension ou du maintien de la prochaine mission économique bruxelloise en Israël, de même qu'une suspension de la présence de l'attaché commercial à Tel-Aviv. Voulons-nous encore évaluer ? Combien faudra-t-il encore de morts pour annuler cette mission économique ?

Les palestiniens résistent à une occupation militaire et à la colonisation. Ils n'attendent pas une évaluation de ces missions économiques mais une condamnation claire d'Israël. Nous devons soutenir la campagne boycott, désinvestissement, sanctions contre Israël (BDS).

Vu la situation actuelle, seules les sanctions contraindraient Israël à respecter le droit international. Certains affirment que la Région de Bruxelles-Capitale ne serait pas compétente. C'est pourtant le cas puisque nous organisons des missions économiques en Israël. Bruxelles étant la capitale de l'Union européenne, de telles mesures auraient une portée symbolique importante.

Les affaires seraient les affaires. La majorité actuelle soutient la politique économique de la Région qui fait des affaires avec Israël. Si ses membres étaient cohérents, ils devraient prendre leurs responsabilités et demander l'annulation des missions économiques en Israël. Le député conclut alors son intervention en scandant les mots « vive la Palestine libre ».

Mme Simone Susskind affirme qu'il est logique que les européens démocrates aient un problème avec Israël. En effet, celle-ci est encore considérée comme une démocratie, notamment envers ses citoyens juifs, et n'est donc pas jugée avec la même sévérité que d'autres États de la région. Il est très difficile d'admettre de telles violations des droits humains de la part d'une « démocratie ».

Cependant, Israël n'est pas une démocratie envers ses citoyens palestiniens et envers les Palestiniens des territoires occupés. Pensons par exemple à la manifestation de solidarité du week-end dernier organisée par des Palestiniens d'Israël, brutalement réprimée.

Israël a à sa tête un gouvernement d'extrême-droite, dont les mesures anti-libérales sont comparables à ce qui se déroule en Russie. Ce gouvernement adopte d'ailleurs des mesures liberticides envers les Palestiniens et ses citoyens qui ne sont pas d'accord avec sa politique.

Il est normal de demander une enquête internationale,

afgeslacht aan de grens met Gaza, terwijl zij betoogden voor hun recht om terug te keren.

Israël werd herhaaldelijk veroordeeld wegens schendingen van het internationaal recht. 128 landen op 196 hebben de verhuizing van de Amerikaanse ambassade van Tel-Aviv naar Jeruzalem veroordeeld. Gelet op die situatie staat het voorstel van resolutie los van de werkelijkheid.

Men heeft het over een evaluatie van het nut van de schrapping of de handhaving van de volgende Brusselse economische zending naar Israël, alsook van de stopzetting van de aanwezigheid van de handelsattaché in Tel-Aviv. Willen wij nog evalueren? Hoeveel doden moeten er nog vallen om die economische zending te annuleren?

De Palestijnen bieden weerstand tegen een militaire bezetting en tegen kolonisatie. Zij verwachten geen evaluatie van die economische zendingen, maar een duidelijke veroordeling van Israël. Wij moeten steun verlenen aan de boycotcampagne, het stopzetten van investeringen, en de sancties tegen Israël (BDS).

Gelet op de huidige situatie, zouden alleen sancties Israël verplichten het internationaal recht na te leven. Sommigen beweren dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet bevoegd zou zijn. Dat is wel het geval, aangezien wij handelszendingen naar Israël organiseren. Aangezien Brussel de hoofdstad van de Europese Unie is, zouden dergelijke maatregelen een belangrijke symbolische betekenis hebben.

Zaken zouden zaken zijn. De huidige meerderheid steunt het handelsbeleid van het Gewest, dat zaken doet met Israël. Indien de leden ervan coherent waren, zouden zij hun verantwoordelijkheid moeten nemen en de annulering van de handelszendingen naar Israël vragen. De volksvertegenwoordiger sluit zijn rede af met de slogan "leve vrij Palestina".

Mevrouw Simone Susskind zegt dat het logisch is dat de Europese democraten een probleem hebben met Israël. Die laatste wordt immers nog altijd beschouwd als een democratie, inzonderheid naar zijn Joodse burgers toe, en wordt dus niet met dezelfde strengheid benaderd als andere Staten in de regio. Het is heel moeilijk om toe te geven dat een "democratie" zich leent tot dergelijke schendingen van de mensenrechten.

Israël is evenwel geen democratie naar zijn Palestijnse burgers toe en naar de Palestijnen in de bezette gebieden toe. Denken wij bijvoorbeeld aan de solidariteitsmanifestatie van het voorbije weekend, georganiseerd door Palestijnen uit Israël, en welke brutaal werd neergeslagen.

Israël wordt geleid door een extreemrechtse regering, waarvan de antiliberaal maatregelen vergelijkbaar zijn met die welke in Rusland worden genomen. Die regering neemt trouwens vrijheidsbeknottende maatregelen naar de Palestijnen toe en naar haar burgers toe die niet akkoord gaan met haar beleid.

Het is logisch dat er gevraagd wordt om een

comme après la guerre du Liban de 2006 ou les bombardements de Gaza en 2014. Néanmoins, comme pour ces précédents événements, Israël n'y donnera pas suite et il faudra compter sur les organisations israéliennes de droits humains pour informer la communauté internationale de la situation.

Quant à la suspension de la présence de l'attaché économique bruxellois dans la Région, la députée se dit réticente sur une telle mesure car selon elle, des actions telles que prônées par le mouvement BDS sont contre-productives. Il faut cependant renforcer le boycott des produits illégalement produits dans les colonies, en partenariat avec d'autres pays de l'Union européenne.

Ensuite, la commissaire rejoint l'idée de prendre en charge au niveau hospitalier une partie des victimes.

Enfin, comment ne pas qualifier d'absurde et de ridicule les propos du Hamas, qui prétend que sur les 60 victimes, 50 étaient des militants de l'organisation. Cela renforce évidemment les arguments du gouvernement israélien de s'être comporté ainsi.

Mme Zoé Genot se dit surprise des propos de ses collègues du MR appelant à ne pas boycotter les produits issus des colonies. Même Didier Reynders admet que ces colonies sont illégales et personne ne défend une telle position.

Elle entend évidemment les appels à la paix. Nous en sommes cependant loin et de tels événements nous en éloignent.

Nous avons, il est vrai, une relation particulière avec Israël, et cela en raison de notre passé particulier avec cet État et de notre responsabilité dans la situation de la région. Cela ne doit pas nous empêcher de travailler sur d'autres dossiers et l'oratrice est demandeuse de plus de critères dans la manière dont la Région bruxelloise mène sa politique économique à l'étranger.

IV. Discussion des considérants et des tirets du dispositif et votes

Les 14 considérants

Amendement n° 4 (de MM. Emmanuel De Bock et Fabian Maingain)

M. Emmanuel De Bock présente l'amendement et le justifie.

Amendement n° 5 (de M. Emmanuel De Bock et Fabian Maingain)

M. Emmanuel De Bock présente l'amendement et le justifie.

internationaal onderzoek, net zoals na de Libanese oorlog van 2006 of de bombardementen op Gaza in 2014. Maar net zoals voor die gevallen, zal Israël er geen gevolg aan geven en zal men moeten rekenen op de Israëlische organisaties die strijden voor de mensenrechten om de internationale gemeenschap op de hoogte te brengen van de toestand.

In verband met de opschorting van de aanwezigheid van de Brusselse economische attaché in de regio, zegt de volksvertegenwoordigster dat ze terughoudend staat tegenover een dergelijke maatregel omdat, volgens haar, maatregelen zoals die welke worden voorgestaan door de BDS-beweging, contraproductief zijn. Men moet evenwel de boycot van goederen die illegaal in de kolonies worden geproduceerd, versterken, samen met andere landen van de Europese Unie.

Het commissielid schaaft zich evenwel achter het idee om in te staan voor de medische verzorging van een deel van de slachtoffers.

De uitspraken van Hamas, dat beweert dat er onder de 60 slachtoffers 50 militanten van de organisatie waren, zijn toch gewoon absurd en belachelijk? Dat versterkt uiteraard de argumenten van de Israëlische regering om aldus op te treden.

Mevrouw Zoé Genot zegt dat ze verbaasd is over de uitspraken van haar collega's van de MR, die niet oproepen tot een boycot van de producten uit de kolonies. Zelfs Didier Reynders geeft toe dat de kolonies illegaal zijn, en niemand verdedigt een dergelijk standpunt.

Zij hoort de oproepen tot vrede. Wij zijn er echter nog ver af en een en ander schuift die nog verder van ons af.

Het is juist dat we een bijzondere relatie hebben met Israël, wegens ons bijzonder verleden met die Staat en onze verantwoordelijkheid wat de toestand in de regio betreft. Dat mag ons echter niet verhinderen om werk te maken van andere dossiers. De spreker pleit voor meer criteria in de manier waarop het Brussels Gewest zijn economisch beleid in het buitenland voert.

IV. Bespreking van de consideransen en van de streepjes van het verzoekend gedeelte en stemmingen

De 14 consideransen

Amendement nr. 4 (van de heren Emmanuel De Bock en Fabian Maingain)

De heer Emmanuel De Bock stelt het amendement voor en verantwoordt het.

Amendement nr. 5 (van de heren Emmanuel De Bock en Fabian Maingain)

De heer Emmanuel De Bock stelt het amendement voor en verantwoordt het.

Votes

Les considérants 1 à 5 sont adoptés par 11 voix et 3 abstentions.

L'amendement n° 4 (visant à supprimer le 6e considérant) est adopté par 11 voix contre 2 et 1 abstention.

L'amendement n°5 est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

Les considérants 7 à 14 sont adoptés par 11 voix et 3 abstentions.

Les 6 premiers tirets

Les 6 premiers tirets ne suscitent aucun commentaire.

Votes

Les 6 premiers tirets sont adoptés par 11 voix et 3 abstentions.

Les 9 demandes au Gouvernement fédéral

Amendement n° 6 (de MM. Emmanuel De Bock et Fabian Maingain)

M. Emmanuel De Bock présente l'amendement et le justifie.

Amendement n° 7 (de M. Emmanuel De Bock et Fabian Maingain)

M. Emmanuel De Bock présente l'amendement et le justifie.

Mme Zoé Genot salue l'ajout de l'Égypte mais regrette qua la fin de la phrase soit supprimée.

Amendement n° 8 (de M. Emmanuel De Bock et Fabian Maingain)

M. Emmanuel De Bock présente l'amendement et le justifie.

Amendement n° 9 (de M. Emmanuel De Bock et Fabian Maingain)

M. Emmanuel De Bock présente l'amendement et le justifie.

Mme Zoé Genot rejette la justification donnée à cet amendement.

Stemmingen

De consideransen 1 tot 5 worden aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

Amendement nr. 4 (ertoe strekkende de zesde considerans te doen vervallen) wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Amendement nr. 5 wordt aangenomen met 12 stemmen bij 2 onthoudingen.

De consideransen 7 tot 14 worden aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

De eerste 6 streepjes

De eerste 6 streepjes lokken geen enkele commentaar uit.

Stemmingen

De eerste 6 streepjes worden aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

De 9 verzoeken aan de federale regering

Amendement nr. 6 (van de heren Emmanuel De Bock en Fabian Maingain)

De heer Emmanuel De Bock stelt het amendement voor en verantwoordt het.

Amendement nr. 7 (van de heren Emmanuel De Bock en Fabian Maingain)

De heer Emmanuel De Bock stelt het amendement voor en verantwoordt het.

Mevrouw Zoé Genot is blij met de toevoeging van Egypte, maar betreurt dat het slot van de zin wordt geschrapt.

Amendement nr. 8 (van de heren Emmanuel De Bock en Fabian Maingain)

De heer Emmanuel De Bock stelt het amendement voor en verantwoordt het.

Amendement nr. 9 (van de heren Emmanuel De Bock en Fabian Maingain)

De heer Emmanuel De Bock stelt het amendement voor en verantwoordt het.

Mevrouw Zoé Genot verwerpt de verantwoording op dit amendement.

Votes

L'amendement n°6 est rejeté par 9 voix contre 4 et 1 abstention.

La demande 1 au Gouvernement fédéral est adoptée par 11 voix et 3 abstentions.

L'amendement n°7 (remplaçant la 2e demande au Gouvernement fédéral) est adopté par 11 voix et 3 abstentions.

L'amendement n°8 (remplaçant les 3e et 4e demande au Gouvernement fédéral) est adopté par 11 voix et 3 abstentions.

L'amendement n°9 est adopté par 13 voix et 1 abstention.

Les demandes 5, 6 (tel qu'amendé par l'amendement n° 9) 7, 8 et 9 au Gouvernement fédéral sont adoptées par 11 voix et 3 abstentions

Les 5 demandes au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

Amendement n° 1 (de M. Bruno De Lille et Mme Zoé Genot)

M. Bruno De Lille présente l'amendement et le justifie.

Amendement n° 2 (de M. Bruno De Lille et Mme Zoé Genot)

M. Bruno De Lille présente l'amendement et le justifie.

Amendement n° 3 (de M. Bruno De Lille et Mme Zoé Genot)

M. Bruno De Lille présente l'amendement et le justifie.

M. Abdallah Kanfaoui croit aux formations données sur place. Le Premier ministre Louis Michel en 2009 avait impulsé l'idée d'une prise en charge médicale et des formations sur place.

Mme Zoé Genot ne voit pas comment ces formations seraient données sur place vu les frontières fermées, les coupures d'électricité et le matériel médical. Mieux vaut accueillir les blessés sur place pour sauver des membres et des vies.

Amendement n° 10 (de M. Youssef Handichi)

M. Youssef Handichi présente l'amendement et le justifie.

Amendement n° 11 (de M. Youssef Handichi)

Stemmingen

Amendement nr. 6 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 4, bij 1 onthouding.

Het eerste verzoek aan de federale regering wordt aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

Amendement nr. 7 (tot vervanging van het tweede verzoek aan de federale regering) wordt aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

Amendement nr. 8 (tot vervanging van het derde en vierde verzoek aan de federale regering) wordt aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

Amendement nr. 9 wordt aangenomen met 13 stemmen bij 1 onthouding.

De verzoeken 5, 6 (zoals geamendeerd door amendement nr. 9), 7, 8 en 9 aan de federale regering worden aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

De 5 verzoeken aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

Amendement nr. 1 (van de heer Bruno De Lille en mevrouw Zoé Genot)

De heer Bruno De Lille stelt het amendement voor en verantwoordt het.

Amendement nr. 2 (van de heer Bruno De Lille en mevrouw Zoé Genot)

De heer Bruno De Lille stelt het amendement voor en verantwoordt het.

Amendement nr. 3 (van de heer Bruno De Lille en mevrouw Zoé Genot)

De heer Bruno De Lille stelt het amendement voor en verantwoordt het.

De heer Abdallah Kanfaoui gelooft in de opleidingen die ter plaatse worden gegeven. Eerste Minister Louis Michel had in 2009 het idee naar voren geschoven van de medische verzorging en opleidingen ter plaatse.

Mevrouw Zoé Genot ziet niet in hoe men die opleidingen ter plaatse zou kunnen geven gelet op het feit dat de grenzen gesloten zijn, de elektriciteit afgesneden en het medisch materiaal ontbreekt. Het is beter om de gewonden ter plaatse op te vangen om lichaamsdelen en levens te redden.

Amendement nr. 10 (van de heer Youssef Handichi)

De heer Youssef Handichi stelt het amendement voor en verantwoordt het.

Amendement nr. 11 (van de heer Youssef Handichi)

M. Youssef Handichi présente l'amendement et le justifie.

Amendement n° 12 (de M. Youssef Handichi)

M. Youssef Handichi présente l'amendement et le justifie.

Mme Zoé Genot estime que l'ambassadrice a dépassé les bornes, mais elle s'abstiendra lors du vote parce que le texte de l'amendement tel que rédigé laisse entendre qu'il ne faut plus de contacts diplomatiques.

Votes

L'amendement n° 1 est rejeté par 11 voix contre 2 et 1 abstention.

L'amendement n° 2 est rejeté par 11 voix contre 2 et 1 abstention.

L'amendement n° 3 (visant à introduire une 6e demande au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale) est adopté par 11 voix et 3 abstentions.

L'amendement n° 10 est rejeté par 11 voix contre 2 et 1 abstention.

L'amendement n° 11 est rejeté par 11 voix contre 2 et 1 abstention.

L'amendement n° 12 est rejeté par 11 voix et 3 abstentions.

La 1^{re} demande au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est adoptée par 9 voix contre 2 et 3 abstentions.

Les demandes 2, 3, 4 et 5 au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale sont adoptées par 11 voix et 3 abstentions.

La demande au Président du Parlement

La demande au Président du Parlement ne suscite pas de commentaire.

Vote

La demande au Président du Parlement est adoptée par 11 voix et 3 abstentions.

Titre

Tenant compte des amendements qui ont été adoptés, le Président suggère de modifier l'intitulé comme suit :

« Proposition de résolution relative aux violences du 14 mai 2018 dans la Bande de Gaza, en Cisjordanie et en

De heer Youssef Handichi stelt het amendement voor en verantwoordt het.

Amendement nr. 12 (van de heer Youssef Handichi)

De heer Youssef Handichi stelt het amendement voor en verantwoordt het.

Mevrouw Zoé Genot zegt dat de ambassadrice haar boekje te buiten is gegaan, maar zij zal zich onthouden tijdens de stemming omdat het amendement in de huidige versie laat verstaan dat er geen diplomatieke contacten meer zouden zijn.

Stemmingen

Amendement nr. 1 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Amendement nr. 2 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Amendement nr. 3 (tot invoeging van een zesde verzoek aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering) wordt aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

Amendement nr. 10 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Amendement nr. 11 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

Amendement nr. 12 wordt verworpen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

Het 1^{ste} verzoek aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 2, bij 3 onthoudingen.

De verzoeken 2, 3, 4 en 5 aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering worden aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

Het verzoek aan de Voorzitter van het Parlement

Het verzoek aan de Voorzitter van het Parlement lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Het verzoek aan de Voorzitter van het Parlement wordt aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

Titel

Rekening houdend met de aangenomen amendementen, stelt de Voorzitter voor om de titel te wijzigen als volgt :

“Voorstel van resolutie betreffende de gewelddaden van 14 mei 2018 in de Gazastrook, op de Westelijke

Israël ». (Assentiment)

V. Vote sur l'ensemble de la proposition de résolution

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté par 11 voix et 3 abstentions.

En conséquence les :

- proposition de résolution relative à la violation des droits de l'homme et du droit international à Gaza et en Cisjordanie, n° A-681/1 – 2017/2018 ;
- proposition de résolution relative aux violences à la frontière entre Gaza et Israël, n° A-682/1 – 2017/2018 ;

deviennent sans objet.

– *Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

Le Rapporteur

Ridouane CHAHID

Le Président

Charles PICQUÉ

Jordaanoever en in Israël". (Instemming)

V. Stemming over het geheel van het voorstel van resolutie

Het voorstel van resolutie wordt in zijn geheel aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

Bijgevolg worden :

- voorstel van resolutie betreffende de schending van de mensenrechten en het internationaal recht in Gaza en op de Westelijke Jordaanoever, nr. A-681/1 – 2017/2018 ;
- voorstel van resolutie betreffende het geweld aan de grens tussen Gaza en Israël, nr. A-682/1 – 2017/2018 ;

doelloos.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur

Ridouane CHAHID

De Voorzitter

Charles PICQUÉ

VI. Texte adopté par la commission

Proposition de résolution relative aux violences du 14 mai 2018 dans la Bande de Gaza, en Cisjordanie et en Israël

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, de 1949 ;

Vu les principes de base des Nations Unies de 1990 sur le recours à la force et à l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois ;

Vu le rapport des Nations Unies « Gaza Ten Years Later » de juillet 2017 ;

Vu la Résolution du Parlement européen du 19 avril 2018 sur la situation dans la bande de Gaza ;

Vu les principes de base des Nations Unies de 1990 sur le recours à la force et aux armes à feu par les responsables de l'application des lois qui n'autorisent le recours intentionnel à l'usage meurtrier d'armes à feu que dans les circonstances visées au principe 9 ;

Vu les diverses résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ;

Vu la résolution 181 du 29 novembre 1947 de l'Assemblée générale des Nations-Unies établissant un plan de partage de la Palestine entre deux Etats distincts et la résolution 1397 du 12 mars 2002 du Conseil de sécurité des Nations-Unies par laquelle ce dernier se dit « attaché à la vision d'une région dans laquelle deux Etats, Israël et la Palestine, vivent côte à côte, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues » ;

Vu la résolution 3236 de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée le 22 novembre 1974 réaffirmant le droit inaliénable des Palestiniens de retourner dans leurs foyers et vers leurs biens ;

Considérant que, selon les données des Nations Unies, 1,3 million de personnes ont besoin d'une aide humanitaire à Gaza, 47 % des foyers souffrent d'insécurité alimentaire grave ou modérée, 97 % de l'eau courante est impropre à la consommation humaine, 80 % des besoins énergétiques ne sont pas couverts et 40 % de la population de la région est sans emploi ;

Considérant le blocus illégal et persistant de Gaza par les autorités israéliennes et égyptiennes et vu les entraves au passage du matériel humanitaire ;

VI. Door de commissie aangenomen tekst

Voorstel van resolutie betreffende de gewelddaden van 14 mei 2018 in de Gazastrook, op de Westelijke Jordaanoever en in Israël

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement,

Gelet op het vierde Verdrag van Genève betreffende de bescherming van burgers in oorlogstijd, van 1949 ;

Gelet op de basisbeginselen van de Verenigde Naties van 1990 betreffende het gebruik van geweld en van vuurwapens door degenen die de wetten moeten toepassen ;

Gelet op het rapport van de Verenigde Naties « Gaza Ten Years Later » van juli 2017 ;

Gelet op de resolutie van het Europees Parlement van 19 april 2018 betreffende de toestand in de Gazastrook ;

Gelet op de basisbeginselen van de Verenigde Naties van 1990 betreffende het gebruik van geweld en van vuurwapens door degenen die de wetten moeten toepassen en welke het opzettelijk gebruik van dodelijke vuurwapens alleen toestaan in de in beginsel 9 bedoelde omstandigheden ;

Gelet op de verschillende resoluties van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties over de toestand in het Midden-Oosten, met inbegrip van de Palestijnse kwestie ;

Gelet op resolutie 181 van 29 november 1947 van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties die een plan voor de verdeling van Palestina in twee afzonderlijke Staten vaststelt en gelet op resolutie 1397 van 12 maart 2002 van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties waarin die laatste verklaart "gehecht te zijn aan een zienswijze op een regio waar twee landen, Israël en Palestina, naast elkaar leven binnen veilige en erkende grenzen";

Gelet op resolutie 3236 van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties, aangenomen op 22 november 1974 en waarin het onmiskenbare recht van de Palestijnen wordt herbevestigd om terug te keren naar hun huizen en hun gronden ;

Overwegende dat, volgens de gegevens van de Verenigde Naties, 1,3 miljoen mensen nood hebben aan humanitaire hulp in Gaza, 47 % van de bevolking lijdt aan ernstig of matig voedseltekort, 97 % van het stromend water niet geschikt is voor menselijke consumptie, 80 % van de energiebehoefte niet gedekt worden en 40 % van de bevolking van de regio werkloos is ;

Overwegende de illegale en aanhoudende blokkade van Gaza door de Israëlische en Egyptische autoriteiten en gelet op de hinderpalen voor humanitair hulpmateriaal ;

Considérant l'appel du 30 mars 2018 du Secrétaire général des Nations Unies António Guterres à ouvrir une enquête indépendante et transparente sur les affrontements mortels qui se sont produits à Gaza près de la frontière avec Israël ;

Réaffirmant sa position exprimée par la Résolution A/67 relative à la reconnaissance de l'Etat palestinien et reconnaissant le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à l'indépendance au sein d'un Etat palestinien qui leur serait propre, et avec Jérusalem-Est comme capitale ;

Soulignant que la Bande de Gaza fait intégralement partie des territoires palestiniens occupés et qu'une solution durable au problème de la Bande de Gaza doit faire partie d'une solution politique négociée ;

Soulignant sa conviction que la justice et le respect du droit constituent le fondement de la paix ;

- Condamne avec la plus grande fermeté toute violence commise à l'encontre des civils tant palestiniens qu'israéliens ;
- Exprime sa profonde préoccupation quant à la situation humanitaire à Gaza ;
- Souligne le droit de tout Etat de vivre en paix à l'intérieur de ses frontières sûres et internationalement reconnues ;
- Soutient la tenue d'une enquête internationale indépendante et transparente sur ces violences commises à l'encontre de manifestants ;
- Rappelle que tout recours intentionnel à la force létale contre des manifestants qui ne représentent pas une menace imminente pour la vie ou un risque de blessure grave constitue une violation du droit humanitaire international et, dans le cadre d'une occupation, une infraction grave à la quatrième Convention de Genève ;
- Exige la cessation immédiate de toutes les violences, tant du côté israélien que du côté palestinien, et demande aux deux parties de reprendre les négociations en vue d'une paix durable basée sur la reconnaissance mutuelle de deux Etats vivant en paix et dans le respect du droit international ;
- Demande au Gouvernement fédéral :
 - d'exiger le respect du droit international par l'Etat d'Israël et de plaider contre l'impunité des crimes commis par les autorités israéliennes ;
 - d'appeler Israël et l'Egypte à mettre fin au blocus et à toute politique consistant à isoler Gaza de la Cisjordanie ;
 - d'appeler à ce que prenne fin la politique de colonisation des territoires palestiniens par les

Overwegende de oproep van 30 maart 2018 van de secretaris-generaal van de Verenigde Naties, António Guterres, om een onafhankelijk en transparant onderzoek te starten over de dodelijke confrontaties in Gaza nabij de grens met Israël ;

Zijn standpunt herbevestigend zoals uitgedrukt in resolutie A/67 betreffende de erkenning van de Palestijnse staat en de erkenning van de rechten van de Palestijnen op zelfbestuur en onafhankelijkheid binnen een eigen Palestijnse staat en met Oost-Jeruzalem als hoofdstad ;

Onderstrepd dat de Gazastrook integraal deel uitmaakt van de bezette Palestijnse gebieden en dat een duurzame oplossing voor het probleem van de Gazastrook deel moet uitmaken van een door onderhandelingen bereikte politieke oplossing ;

Zijn overtuiging onderstrepd dat de gerechtigheid en het respect voor het recht de fundamenteën zijn voor vrede ;

- Veroordeelt ten stelligste elk geweld tegen burgers zowel aan Palestijnse als aan Israëliëse kant ;
- Drukt zijn diepe bezorgdheid uit over de humanitaire toestand in Gaza ;
- Onderstreept het recht van elke Staat om in vrede te leven binnen zijn veilige grenzen die internationaal erkend zijn ;
- Steunt de organisatie van een internationaal onafhankelijk en transparant onderzoek over het voormeld geweld tegen manifestanten ;
- Herinnert eraan dat elk opzettelijk gebruik van dodelijk geweld tegen manifestanten die duidelijk geen levensbedreigende daden stellen of ernstige verwondingen kunnen veroorzaken een schending is van het internationaal humanitair recht en, in het kader van een bezetting, een ernstige schending van het vierde Verdrag van Genève ;
- Eist de onmiddellijke staking van alle geweld, zowel aan Israëliëse als aan Palestijnse kant, en verzoekt beide partijen om de onderhandelingen te hernemen met het oog op een duurzame vrede die gebaseerd is op de wederzijdse erkenning van de twee Staten die in vrede leven en met eerbiediging van het internationale recht ;
- Verzoekt de federale Regering :
 - te eisen dat de Staat Israël het internationaal recht eerbiedigt en te pleiten tegen het onbestraft laten van de door de Israëliëse autoriteiten begane misdaden ;
 - Israël en Egypte op te roepen tot het beëindigen van de blokkade en van elk beleid dat erin bestaat Gaza te isoleren van de Westelijke Jordaanoever ;
 - op te roepen tot het stopzetten van het beleid tot kolonisatie van de Palestijnse gebieden door de

autorités israéliennes que nous condamnons et à arrêter immédiatement les déplacements de population y compris à l'intérieur du territoire d'Israël ;

- de faire pression afin qu'une solution soit trouvée à la problématique des réfugiés palestiniens ;
 - de plaider pour le retour de l'Autorité palestinienne dans la bande de Gaza, afin qu'elle puisse exercer ses fonctions gouvernementales et organiser des élections libres et transparentes et prendre part au processus de paix ;
 - de faciliter les négociations de paix en vue d'un cessez-le-feu durable basé sur la reconnaissance mutuelle de deux Etats vivant en paix et dans le respect du droit international ;
 - de plaider pour que toutes les factions palestiniennes reprennent leurs efforts en faveur de la réconciliation, indispensable pour l'amélioration de la situation de la population de Gaza ;
 - d'exhorter les gouvernements européens à plaider pour que l'Union européenne mette en œuvre d'urgence un plan d'action et des propositions créatives, allant dans le sens d'une solution pacifique au conflit ;
- Demande au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :
- de conditionner la poursuite de missions économiques bruxelloises ou organisées conjointement avec les deux autres Régions en Israël et/ou en Palestine à :
 - d'une part, une programmation équilibrée impliquant la rencontre d'acteurs et militants israéliens et palestiniens engagés en faveur du respect des droits humains des populations locales et d'une solution agréée par les parties au conflit israélo-palestinien ;
 - d'autre part, l'absence de rencontre avec des représentants officiels politiques israéliens et que la participation de représentants gouvernementaux bruxellois soit évitée ;
 - d'évaluer l'opportunité de la suspension ou du maintien de la prochaine mission économique bruxelloise « digital business » prévue en décembre 2018 à Tel-Aviv et à Ramallah ;
 - d'évaluer l'opportunité d'une suspension temporaire de la présence de l'attaché économique et commercial à Tel-Aviv, en fonction d'éventuelles

Israëlische autoriteiten die wij veroordelen en tot het onmiddellijk stopzetten van de bevolkingsdeportaties, ook binnen het Israëlisch grondgebied;

- pressie uit te oefenen opdat een oplossing wordt gevonden voor het probleem van de Palestijnse vluchtelingen ;
 - te pleiten voor de terugkeer van de Palestijnse Autoriteit in de Gazastrook opdat ze haar regeringstaken kan uitoefenen en vrije en transparante verkiezingen organiseren en kan deelnemen aan het vredesproces ;
 - de vredesonderhandelingen te vergemakkelijken met het oog op een duurzaam staakt-het-vuren, gebaseerd op de wederzijdse erkenning van de twee Staten die in vrede leven en met eerbiediging van het internationale recht ;
 - ervoor te pleiten dat alle Palestijnse groeperingen hun inspanningen hernemen met het oog op verzoening, welke onontbeerlijk is voor de verbetering van de toestand van de bevolking in Gaza ;
 - de Europese regeringen ertoe aan te sporen ervoor te pleiten dat de Europese Unie dringend een actieplan in werking stelt en creatieve voorstellen doet in de richting van een vreedzame oplossing voor het conflict ;
- Verzoekt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :
- om de voortzetting van Brusselse economische zendingen of die welke worden georganiseerd samen met de twee andere Gewesten en die gaan naar Israël en/of Palestina afhankelijk te maken van de volgende voorwaarden :
 - enerzijds, een evenwichtig programma dat een ontmoeting inhoudt met Israëlische en Palestijnse actoren en militanten die ijveren voor de eerbiediging van de mensenrechten van de plaatselijke bevolkingen en voor een oplossing die wordt erkend door de partijen die betrokken zijn bij het Israëlisch-Palestijns conflict ;
 - anderzijds, geen ontmoeting met de officiële politieke vertegenwoordigers van Israël en het vermijden van de deelname van Brusselse regeringsvertegenwoordigers ;
 - te evalueren of de volgende Brusselse economische zending, « Digital business », gepland in december 2018 in Tel-Aviv en Ramallah, moet worden uitgesteld of toch kan plaatshebben ;
 - te evalueren of de aanwezigheid van de economische en commerciële attaché in Tel-Aviv tijdelijk moet worden opgeschort, afhankelijk van eventuele

- décisions similaires prises par le Gouvernement fédéral ou au niveau européen ;
- de poursuivre toute autre action qui contribue au développement socio-économique palestinien et par là à l'amélioration des conditions de vie des populations ;
 - d'apporter son soutien à toute initiative, régionale, nationale, européenne ou internationale, qui tendrait vers l'organisation d'une réflexion multilatérale conviant toutes les parties prenantes du côté israélien comme palestinien afin d'aboutir à une solution pacifique et durable, viable, et juste pour les différentes parties ;
 - de proposer une prise en charge des victimes civiles dans les institutions de soins de notre Région ;
- Demande au Président du Parlement de transmettre la présente résolution à l'Ambassadeur d'Israël et au Représentant de la Palestine en Belgique.
- gelijksoortige beslissingen die worden genomen door de federale regering of op Europees niveau ;
- elk ander initiatief dat bijdraagt tot de Palestijnse sociaaleconomische ontwikkeling en, op basis daarvan, tot de verbetering van de levensomstandigheden van de bevolkingen voort te zetten.
 - haar steun te verlenen aan elk gewestelijk, nationaal, Europees of internationaal initiatief dat zou uitmonden in de organisatie van een multilaterale denkoefening met alle betrokken partijen aan Israëliische én aan Palestijnse kant teneinde te komen tot een vredelievende en duurzame, levensvatbare en rechtvaardige oplossing voor de verschillende partijen ;
 - aan te bieden de burgerslachtoffers in onze gewestelijke zorginstellingen op te vangen;
- Verzoekt de Voorzitter van het Parlement om deze resolutie te bezorgen aan de Ambassadeur van Israël en de Vertegenwoordiger van Palestina in België.

VII. Amendements

N° 1 (de M. Bruno DE LILLE et Mme Zoé GENOT).

Demandes au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

Remplacer les deux premiers points :

- « de conditionner la poursuite de missions économiques bruxelloises ou organisées conjointement avec les deux autres Régions en Israël et/ou en Palestine à :
 - d'une part, une programmation équilibrée impliquant la rencontre d'acteurs et militants israéliens et palestiniens engagés en faveur du respect des droits humains des populations locales et d'une solution agréée par les parties au conflit israélo-palestinien ;
 - d'autre part, l'absence de rencontre avec des représentants officiels politiques israéliens et que la participation de représentants gouvernementaux bruxellois soit évitée ;
- d'évaluer l'opportunité de la suspension ou du maintien de la prochaine mission économique bruxelloise « digital business » prévue en décembre 2018 à Tel-Aviv et à Ramallah ; »

par le point suivant :

« de suspendre ses missions économiques en Israël ».

JUSTIFICATION

Nous pensons qu'il est nécessaire que notre Région lance un signal fort pour faire cesser les violences. C'est pourquoi nous estimons qu'il y a déjà suffisamment de raisons pour décider de suspendre toutes les missions économiques.

N° 2 (de M. Bruno DE LILLE et Mme Zoé GENOT).

Demandes au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

Remplacer le premier point :

« d'évaluer l'opportunité d'une suspension temporaire de la présence de l'attaché économique et commercial à Tel-Aviv, en fonction d'éventuelles décisions similaires prises par le Gouvernement fédéral ou au niveau européen »

par le point suivant :

VII. Amendementen

Nr. 1 (van de heer Bruno DE LILLE en mevrouw Zoé GENOT).

Verzoeken aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

De eerste twee punten :

- “om de voortzetting van Brusselse economische zendingen of die welke worden georganiseerd samen met de twee andere Gewesten en die gaan naar Israël en/of Palestina afhankelijk te maken van de volgende voorwaarden :
 - enerzijds, een evenwichtig programma dat een ontmoeting inhoudt met Israëlische en Palestijnse actoren en militanten die ijveren voor de eerbiediging van de mensenrechten van de plaatselijke bevolkingen en voor een oplossing die wordt erkend door de partijen die betrokken zijn in het Israëlisch-Palestijns conflict ;
 - anderzijds, geen ontmoeting met de officiële politieke vertegenwoordigers van Israël en het vermijden van de deelname van de Brusselse regeringsvertegenwoordiger ;
- te evalueren of de volgende Brusselse economische zending, « Digital business », gepland in december 2018 in Tel Aviv en Ramallah, moet worden uitgesteld of toch kan plaatshebben ;”

te vervangen door volgend punt :

“haar economische zendingen naar Israël op te schorten”.

VERANTWOORDING

Wij denken dat er een sterk signaal nodig is vanuit ons Gewest om het geweld te doen stoppen. Daarom vinden we dat er nu reeds voldoende redenen zijn om de beslissing te nemen alle economische zendingen op te schorten;

Nr. 2 (van de heer Bruno DE LILLE en mevrouw Zoé GENOT).

Verzoeken aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

Het eerste punt :

“ te evalueren of de aanwezigheid van de economische en commerciële attaché in Tel Aviv tijdelijk moet worden opgeschort, afhankelijk van eventuele gelijksoortige beslissingen die worden genomen door de federale regering of op Europees niveau”

te vervangen door volgend punt :

« de suspendre temporairement la représentation de notre Région en Israël ; ».

JUSTIFICATION

Nous pensons qu'il est nécessaire que notre Région lance un signal fort pour faire cesser les violences. C'est pourquoi nous estimons qu'il y a déjà suffisamment de raisons pour décider de suspendre la présence de notre attaché.

N° 3 (de M. Bruno DE LILLE et Mme Zoé GENOT).

Demandes au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

Ajouter le point suivant :

« de proposer une prise en charge des victimes civiles dans les institutions de soins de notre Région ; ».

JUSTIFICATION

Les violences récentes dans la bande de Gaza ont fait de nombreux blessés. Le Comité international de la Croix-Rouge a indiqué que les secours sur place manquent de matériel médical et peinent à suivre. Ouvrir les institutions de soins de notre Région pourrait faire une réelle différence sur place pour les nombreux blessés.

N° 4 (de MM. Emmanuel DE BOCK et Fabian MAINGAIN).

Demandes au Gouvernement fédéral

Supprimer le sixième paragraphe.

JUSTIFICATION

En raison du retrait par les Nations-Unies du Rapport en question et de la controverse provoquée par celui-ci, il nous paraît préférable de ne pas y faire mention.

N° 5 (de MM. Emmanuel DE BOCK et Fabian MAINGAIN).

Demandes au Gouvernement fédéral

Insérer le paragraphe suivant entre les paragraphes 7 et 8 :

« Vu la résolution 181 du 29 novembre 1947 de l'Assemblée générale des Nations-Unies établissant un plan de partage de la Palestine entre deux Etats distincts et la résolution 1397 du 12 mars 2002 du Conseil de sécurité des Nations-Unies par laquelle ce dernier se dit « attaché à la vision d'une région dans laquelle deux Etats, Israël et la Palestine, vivent côte à côte, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. ».

“de gewestelijke vertegenwoordiging in Israël tijdelijk op te schorten”.

VERANTWOORDING

Wij denken dat er een sterk signaal nodig is vanuit ons Gewest om het geweld te doen stoppen. Daarom vinden we dat er nu reeds voldoende redenen zijn om de aanwezigheid van onze attaché op te schorten

Nr. 3 (van de heer Bruno DE LILLE en mevrouw Zoé GENOT).

Verzoeken aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

Het volgend punt toe te voegen :

“aan te bieden de burgerslachtoffers in onze gewestelijke zorginstellingen op te vangen”.

VERANTWOORDING

Het recente geweld in de Gazastrook heeft voor een groot aantal gewonden gezorgd, het Internationale Rode Kruiscomité heeft aangegeven dat de hulpverleners ter plekke te weinig medisch materiaal voorhanden hebben en nauwelijks kunnen volgen. Het openstellen van onze gewestelijke zorginstellingen zou een werkelijk verschil ter plekke kunnen maken voor de vele gewonden.

Nr. 4 (van de heren Emmanuel DE BOCK en Fabian MAINGAIN).

Verzoeken aan de federale Regering

De zesde paragraaf te doen vervallen.

VERANTWOORDING

Gelet op het feit dat de Verenigde Naties het rapport in kwestie hebben ingetrokken en gelet op de controverse die erdoor ontstond, lijkt het ons beter om het niet te vermelden.

Nr. 5 (van de heren Emmanuel DE BOCK en Fabian MAINGAIN).

Verzoeken aan de federale Regering

Tussen paragraaf 7 en 8, de volgende paragraaf toe te voegen:

“Gelet op resolutie 181 van 29 november 1947 van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties die een plan voor de verdeling van Palestina in twee afzonderlijke Staten vaststelt en gelet op resolutie 1397 van 12 maart 2002 van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties waarin die laatste verklaart “gehecht te zijn aan een zienswijze op een regio waar twee landen, Israël en Palestina, naast elkaar leven binnen veilige en erkende grenzen.””.

JUSTIFICATION

Ces textes de Nations-Unies viennent appuyer la nécessité d'une solution à deux Etats.

N° 6 (de MM. Emmanuel DE BOCK et Fabian MAINGAIN).

Demandes au Gouvernement fédéral

Remplacer le premier point des demandes au Gouvernement fédéral :

« d'exiger le respect du droit international par l'Etat d'Israël et de plaider contre l'impunité des crimes commis par les autorités israéliennes »

par la phrase suivante :

« d'exiger le respect du droit international par les différentes parties au conflit et plaider contre l'impunité des crimes commis par les autorités tant israéliennes que palestiniennes ».

JUSTIFICATION

Il s'agit de dépasser la vision manichéenne de ce conflit en reconnaissant que les deux se doivent, dans une perspective de paix durable, respecter le droit international et cesser les violences.

N° 7 (de MM. Emmanuel DE BOCK et Fabian MAINGAIN).

Demandes au Gouvernement fédéral

Remplacer le deuxième point des demandes au Gouvernement fédéral comme suit:

« d'appeler Israël et l'Egypte à mettre fin au blocus et à toute politique consistant à isoler Gaza de la Cisjordanie; ».

JUSTIFICATION

La frontière Sud de la bande de Gaza partagée avec l'Egypte est elle aussi fermée de manière quasi permanente.

N° 8 (de MM. Emmanuel DE BOCK et Fabian MAINGAIN).

Demandes au Gouvernement fédéral

Remplacer le troisième et le quatrième point des demandes au Gouvernement fédéral comme suit:

« d'appeler à ce que prenne fin la politique de colonisation des territoires palestiniens par les autorités israéliennes que nous condamnons et à arrêter immédiatement les déplacements de population y compris à l'intérieur du territoire d'Israël ; ».

VERANTWOORDING

Die documenten van de Verenigde Naties ondersteunen de noodzaak van een tweestatenoplossing.

Nr. 6 (van de heren Emmanuel DE BOCK en Fabian MAINGAIN).

Verzoeken aan de federale Regering

De woorden in het eerste punt van de verzoeken aan de federale Regering :

“te eisen dat de Staat Israël het internationaal recht eerbiedigt en te pleiten tegen het onbestraft laten van de door de Israëlische autoriteiten begane misdaden”

te vervangen door de woorden:

“te eisen dat de verschillende partijen in het conflict het internationaal recht eerbiedigen en te pleiten tegen het onbestraft laten van de door de Israëlische en de Palestijnse autoriteiten begane misdaden”.

VERANTWOORDING

Het gaat erom de zwart-witvisie op het conflict achter zich te laten door te erkennen dat beide partijen, met het oog op duurzame vrede, het internationaal recht dienen na te leven en het geweld dienen te stoppen.

Nr. 7 (van de heren Emmanuel DE BOCK en Fabian MAINGAIN).

Verzoeken aan de federale Regering

Het tweede punt van de verzoeken als volgt te wijzigen:

“Israël en Egypte op te roepen tot het beëindigen van de blokkade en van elk beleid dat erin bestaat Gaza te isoleren van de Westelijke Jordaanoever;”.

VERANTWOORDING

De zuidgrens van de Gazastrook met Egypte is ook bijna permanent gesloten.

Nr. 8 (van de heren Emmanuel DE BOCK en Fabian MAINGAIN).

Verzoeken aan de federale Regering

Het derde en vierde punt van de verzoeken te vervangen door:

“op te roepen tot het stopzetten van het beleid tot kolonisatie van de Palestijnse gebieden door de Israëlische autoriteiten die wij veroordelen en tot het onmiddellijk stopzetten van de bevolkingsdeportaties, ook binnen het Israëlisch grondgebied;”.

JUSTIFICATION

La visée de cet amendement est d'élargir la problématique à l'ensemble des déplacements de population dans les territoires palestiniens occupés et à l'intérieur d'Israël.

N° 9 (de MM. Emmanuel DE BOCK et Fabian MAINGAIN).

Demandes au Gouvernement fédéral

Ajouter au sixième point des demandes au Gouvernement fédéral les mots suivants : « libres et transparentes et prendre part au processus de paix ».

JUSTIFICATION

Il convient de préciser que certaines conditions doivent être remplies pour que le processus de paix, que le Hamas a toujours refusé de rejoindre, puisse aboutir.

N° 10 (de Mme Claire GERAETS, M. Youssef HANDICHI et Mme Mathilde EL BAKRI).

Demandes au Gouvernement fédéral

Modifier la phrase : « d'évaluer l'opportunité de la suspension ou du maintien de la prochaine mission économique bruxelloise "digital business" prévue en décembre 2018 à Tel-Aviv et Ramallah. » par « d'annuler la mission économique qui est programmé en Israël de 2018 et d'arrêter toute mission économique en Israël tant que cet état ne respecte pas le droit international et les résolutions de l'ONU. »

JUSTIFICATION

Voir la discussion générale conjointe.

N° 11 (de Mme Claire GERAETS, M. Youssef HANDICHI et Mme Mathilde EL BAKRI).

Demandes au Gouvernement fédéral

Modifier la phrase : « d'évaluer l'opportunité d'une suspension temporaire de la présence de l'attachée économique et commercial à Tel-Aviv, en fonction d'éventuelles décisions similaires prises par le Gouvernement fédéral ou au niveau européen. » par « de fermer la représentation régionale active au sein du bureau commercial de la Région bruxelloise et de la Région wallonne à Tel-Aviv. ».

JUSTIFICATION

Voir la discussion générale conjointe.

N° 12 (de Mme Claire GERAETS, M. Youssef HANDICHI et Mme Mathilde EL BAKRI).

Demandes au Gouvernement fédéral

VERANTWOORDING

Het doel van dit amendement is de problematiek te verruimen tot alle bevolkingsdeportaties in de bezette Palestijnse gebieden en binnen Israël.

Nr. 9 (van de heren Emmanuel DE BOCK en Fabian MAINGAIN).

Verzoeken aan de federale Regering

Op bladzijde 5, in het vijfde punt, op het einde van de zin de woorden "verkiezingen organiseren" te vervangen door "vrije en transparante verkiezingen organiseren en kan deelnemen aan het vredesproces".

VERANTWOORDING

Het is raadzaam te verduidelijken dat sommige voorwaarden moeten vervuld worden opdat het vredesproces, waarbij Hamas zich nooit heeft willen aansluiten, kan slagen.

Nr. 10 (van mevrouw Claire GERAETS, de heer Youssef HANDICHI en mevrouw Mathilde EL BAKRI).

Verzoeken aan de federale Regering

De zin "te evalueren of de volgende Brusselse economische zending, « Digital business », gepland in december 2018 in Tel Aviv en Ramallah, moet worden uitgesteld of toch kan plaatshebben" te vervangen door de zin "de in 2018 naar Israël geplande economische zending te annuleren en alle economische zendingen naar Israël stop te zetten zolang dat land het internationaal recht en de VN-resoluties niet respecteert".

VERANTWOORDING

Zie de samengevoegde algemene bespreking.

Nr. 11 (van mevrouw Claire GERAETS, de heer Youssef HANDICHI en mevrouw Mathilde EL BAKRI).

Verzoeken aan de federale Regering

De zin "te evalueren of de volgende Brusselse economische zending, « Digital business », gepland in december 2018 in Tel Aviv en Ramallah, moet worden uitgesteld of toch kan plaatshebben" te vervangen door de zin "de in 2018 naar Israël geplande economische zending te annuleren en alle economische zendingen naar Israël stop te zetten zolang dat land het internationaal recht en de VN-resoluties niet respecteert".

VERANTWOORDING

Zie de samengevoegde algemene bespreking.

Nr. 12 (van mevrouw Claire GERAETS, de heer Youssef HANDICHI en mevrouw Mathilde EL BAKRI).

Verzoeken aan de federale Regering

Ajouter la demande au gouvernement fédéral d'expulser l'ambassadrice Israélienne, Simone Frankel, qui a justifié le massacre du 14 mai, où 61 manifestants pacifistes, dont 8 enfants, ont été tués et plus de 2400 ont été blessés par l'armée Israélienne, en disant que tous les morts étaient « des terroristes » et qu'il était légitime de les abattre.

JUSTIFICATION

Voir la discussion générale conjointe.

Het verzoek aan de federale regering toe te voegen om Simona Frankel, de ambassadrice van Israël, die het bloedbad van 14 mei, waarbij 61 vreedzame betogers, waaronder 8 kinderen, werden gedood en meer dan 2400 werden verwond door het Israëlisch leger, verdedigde door te zeggen dat alle doden "terroristen" waren en dat het legitiem was hen neer te schieten, het land uit te zetten.

VERANTWOORDING

Zie de samengevoegde algemene bespreking.